

T2137-616-8,00 F

ISSN 0026-9433

1er-MAI À PARIS
Manifestation à 10 h, place de la Bastille

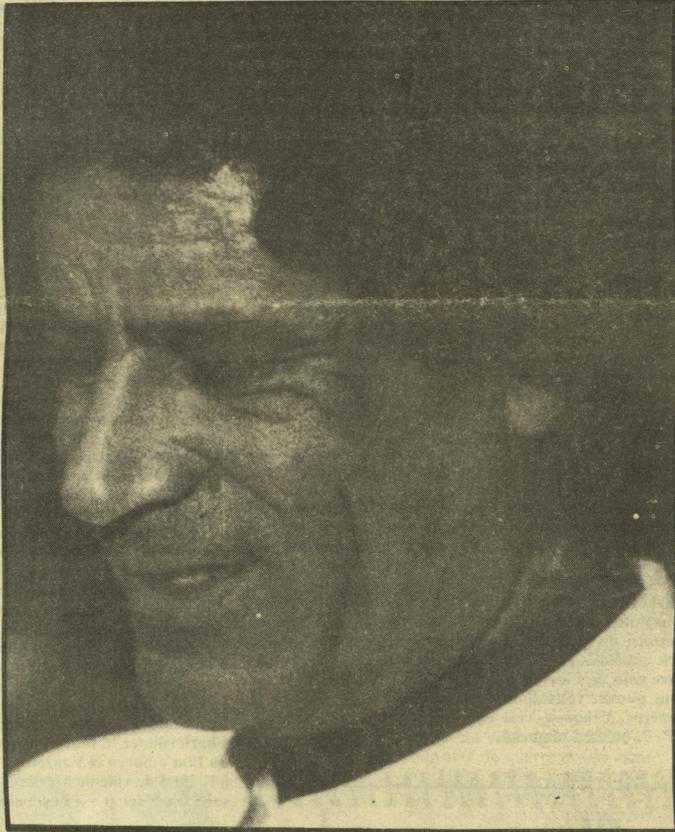
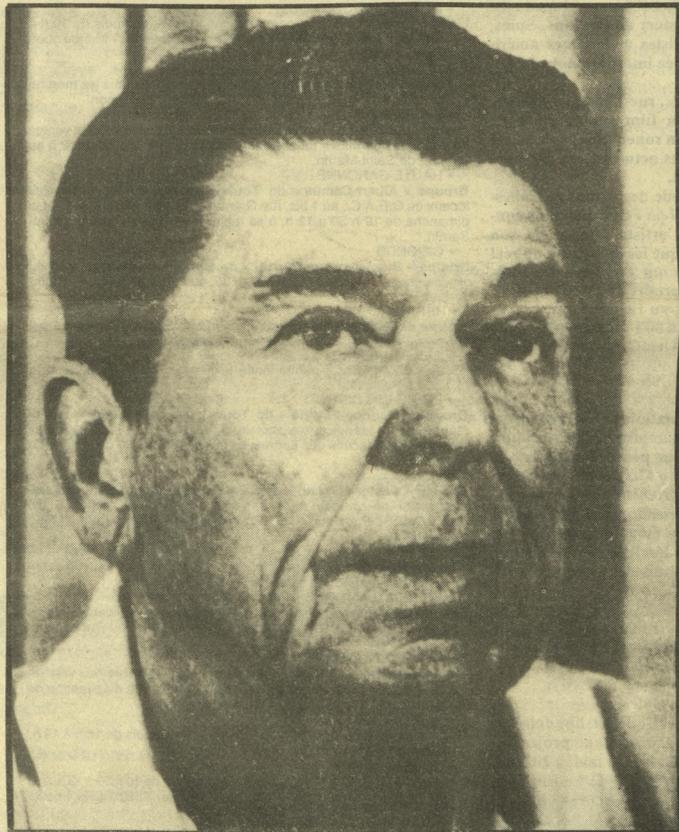
Le Monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

PARIS N° 616 JEUDI 24 AVRIL 1986 8,00 F

FACE À FACE TERRORISTE



LES CIVILS CRÈVENT !

IMMIGRATION

Avec Pasqua
la panoplie de la répression
s'amplifie.

PAGE 6

ALLEMAGNE

Vague de procès
contre les
anticléricaux.

PAGE 8

GUNTER WALLRAFF

Le reportage...
une arme de la lutte
de classes.

PAGE 12

F°P. 2520

communiqués débats

• NORD/PAS-DE-CALAIS

Le groupe de Lille invite tous les libertaires du Nord et du Pas-de-Calais à se rassembler à Fourmies pour le centième anniversaire du 1^{er}-Mai. Un départ est organisé de Lille : rendez-vous vers 10 h place Sébastopol (côté rue des Postes).

• LILLE

La « Voix sans maître » (tous les vendredis de 21 h à 23 h, sur 99.6 MHz) consacrer ses émissions du mois de mai au centenaire du 1^{er}-Mai, au syndicalisme et à la solidarité internationale.

• RAMBOUILLET

Le groupe Georges-Brassens de Rambouillet tiendra une table de presse tous les 1^{er} samedis de chaque mois et vendra le « Monde libertaire » tous les samedis. Cette vente se tiendra sur le marché de Rambouillet.

• PERPIGNAN

Le groupe Puig-Antich tient dorénavant des permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• PARIS

Le groupe Louise Michel organise, dans le cadre du cinquantenaire de la révolution espagnole, une série de cours-conférences dans son local, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses). Prochain rendez-vous le vendredi 25 avril, à 18 h, pour une animation audio-visuelle (films illustrant la période 1936-1939) avec débat et buffet pour se restaurer en attendant des intervenants. A 20h, un débat « La C.N.T. depuis 1936 » aura lieu avec Pepito Rosell.

• LILLE

La librairie l'Idée libre organise une rencontre-débat avec les animateurs du Lycée expérimental de Saint-Nazaire samedi 17 mai, à 14 h, à la mairie annexe de Wazemmes. Le groupe de Lille organise une journée sur le Nicaragua samedi 24 mai, à partir de 13 h 30, à la M.N.E., 23, rue Gosselet.

• CHERBOURG

Le vendredi 25 avril, à 20 h 30, au Centre culturel (salle Paul-Eluard), le groupe de Cherbourg organise une réunion-débat avec la participation de J.-M. Raynaud sur le thème de l'éducation libertaire.

• PERPIGNAN

Dans le cadre de ses activités culturelles, la librairie Infos organise diverses manifestations afin de marquer de la manière la plus spectaculaire le centième anniversaire du 1^{er}-Mai. Le massacre de Haymarket (Chicago) lors du 1^{er} mai 1886 et la condamnation à mort de Parsons, Spies, Lingg, Fisher et Engel, syndicalistes anarchistes américains, sont à l'origine de la journée internationale du 1^{er}-Mai.

Le samedi 26 avril, à 15 h, au 2 bis, rue Théodore-Guiter, à Perpignan, la projection d'un film sur la grève de l'I.M.R.O. en 1976, dans la région rouennaise, sera suivie d'un débat sur les luttes ouvrières actuelles, en présence des animateurs de ce mouvement.

Le samedi 3 mai, à 21 h, à la Halle des sports de Cabestany, c'est à un récit unique de Léo Ferré que nous convions le public rouennais. L'artiste témoin de son temps, qui lie de manière alchimique les difficultés du réel et l'onirisme du surréel, qui mieux que Ferré peut le représenter ? La poésie, la révolte libertaire et la chanson de qualité seront, à n'en pas douter, au rendez-vous...

Un prix unique d'entrée a été fixé à 80 F. Réservations dès maintenant à « Infos », 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• PARIS

La commission propagande des relations intérieures organise une série de dix cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « Le mouvement anarchiste en France », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « La gestion directe », « Le fédéralisme anarchiste », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Ces cours auront lieu le mardi, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e. Prochain cours : « Anarchisme et mouvement ouvrier », par Robert Guérin, le mardi 29 avril.

MÉZIÈRES

La liaison F.A. des Ardennes, le Collectif libertaire de Charleville et le Lézard rouge organisent une projection du film « Sacco et Vanzetti » le vendredi 2 mai, à 20 h 30, à l'Hôtel de ville de Mézières. Entrée : 15 F. Le film sera suivi d'un débat : « Les anarchistes et la répression ».

La librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
est ouverte
du lundi au samedi
de 10 h à 19 h 30

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, Jusqu'où iront-ils ?, Kadhafi ou le rêve contraire — PAGE 4 : Manifeste contre le travail au noir, En Bref, Les secrétaires médicales en lutte — PAGE 5 : Sondages et service national, Le front des réfractaires à l'armée — PAGE 6 : Sécurité... pour les étrangers, Modifications du code pénal — PAGE 7 : Polynésie française : conséquences du néo-colonialisme atomique — PAGE 8 : Reagan/Gorbatchev et le cinéma permanent, R.F.A. : la chasse aux sorcières — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Aux origines du 1^{er}-Mai — PAGE 11 : Programmes de Radio-Libertaire, Notes de lecture, Copinage — PAGE 12 : Interview de Gunter Wallraff.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16) 1.48.05.34.08.

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.

• ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HERAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bodillon, Angers.

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesdes, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : 16.20.57.37.06.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• SARTHE

Groupe « Zo-d'Axa » du Mans : permanences tous les seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

• SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harflur.

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosmes, à Rouen.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au cours de la tenue de la table de presse au marché de la Z.U.P.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

éditions

• CASSETTE

Les Editions Partage-Noir du groupe Florès-Magon (Paris 12^e) augmentent d'une cassette : « Maurice Joyeux raconte Albert Camus ». Cette cassette est la reprise du disque « Albert Camus ou la révolte et la mesure » paru aux éditions La Rue, mais qui est épuisé. Le prix de cette cassette est de 40 F.



• BROCHURE

Le groupe Louis-Bertho/Lepetit vient d'éditer une brochure « Kôtoïku Shûsui, socialiste anarchiste », c'est le n°3 de leur collection « Subversion », disponible au prix de 12 F.

• FANZINE

Vous l'attendiez tous, il est là, « Bitume » n°3, le fanzine libertaire du groupe d'Amiens est paru ; des élections au rock amiénois, vous saurez tout sur ce qui bouge dans notre coin de Picardie.

Vous pouvez vous abonner à « Bitume », 50 F pour six numéros. Craquez, cela en vaut la peine ! « Bitume », B.P. 7, 80330 Longueau.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Kadhafi ou le rêve contrarié

Le 1^{er} septembre 1969, une voix inconnue annonce au milieu d'une émission religieuse sur les ondes de Radio-Benghazi la chute de la monarchie libyenne. « Avec l'aide de Dieu, (la République arabe libyenne) atteindra les plus hautes destinées... » Cette voix, c'est celle d'un jeune lieutenant des transmissions (Mouammar al Kadhafi) qui, avec l'aide d'un petit groupe d'officiers émules de Nasser, alors au pouvoir en Egypte, va s'emparer de la Libye sans pratiquement aucune effusion de sang.

Kadhafi dispose d'un atout majeur pour arriver à ses fins : un pétrole brut d'excellente qualité. Cette garantie vis-à-vis des Etats-Unis se révélera à la fois une arme stratégique et un bouclier de défense. En septembre 1970, les premières augmentations de prix du brut sont dictées à l'O.P.E.P. par la Libye, en position de force car producteur en pleine croissance.

La Gulf Oil Company augmente ses prix du fuel américain de 10% dès novembre. N'étant pas producteur de

pétrole en Libye, elle n'avait aucune raison valable d'adopter une telle attitude. Mais les accords de Tripoli sont un bon prétexte pour augmenter ses bénéfices. Conséquence immédiate : tous les producteurs et raffineurs américains imitent le Gulf et les revendeurs s'engagent dans la spirale des hausses du prix de l'essence.

Entre octobre 1973 (guerre du Kippour) et janvier 1974, le prix du brut libyen quintuple. C'est à cette époque que Kadhafi décroche son premier marché d'armes avec l'Union soviétique, malgré des positions violemment anticommunistes, préférées à l'encontre de ce « pays athée ». C'est aussi grâce à ces positions dignes d'un « vrai patriote » que les Etats-Unis accordent durant les années 70 une protection (discrète) au leader libyen.

Cependant, son attitude ambiguë va finalement ruiner ses différents projets de fusion des Etats arabes. L'Union des républiques arabes, qui devait regrouper en 1971 la Libye, l'Egypte et la Syrie, ne verra jamais le jour. La fusion entre

la Libye et l'Egypte prévue pour le 1^{er} septembre 1973 (soit un mois avant la guerre avec Israël) finira par la guerre des 4 jours en juillet 1977, et celle décidée entre la Libye et la Tunisie en 1974 sera elle aussi rompue. Bourguiba se méfiant des visées de son puissant voisin.

Quant au non-alignement que Kadhafi a toujours préconisé face aux deux superpuissances, il risque de bientôt se modifier considérablement, étant donné l'attitude des Etats-Unis et la réaction mitigée de l'U.R.S.S.

Que ce soit en Afrique ou au Moyen-Orient, une chose doit cependant rester claire dans notre esprit, l'obsession malade que Kadhafi éprouve pour l'unification de tous les peuples arabes en une seule force, ce en vertu de la foi islamique, et contre l'ennemi juré Israël. Ce rêve, à la hauteur de sa mégalomanie, explique pour beaucoup une politique parfois incohérente qui se veut le phare de la croisade islamique.

CHRISTOPHE
(Gr. Berneri)

Editorial

NOUS avons « la preuve irréfutable qu'à l'heure actuelle il n'y a pas de séparation entre le terrorisme et le grand banditisme », telle était la déclaration de M. Pandraud, bien qu'il n'ait pas pu être établi de liens entre les cinq personnes arrêtées et Action directe. Mais les bourgeois rappatriant, en toute impunité, leurs capitaux après le retour de la droite ne sont, eux, sûrement pas des malfaiteurs ! La criminalisation va croissant pour les opposants politiques.

Ce qui est certain, c'est que les 53 interpellations de mercredi 16 avril n'ont pas été faites au hasard. L'objet de cette vaste rafle à Lyon et à Paris, c'était aussi de profiter de l'arrestation de ces cinq personnes pour remettre à jour les fichiers. Le fait le plus important, c'est qu'il n'est pas neutre, aujourd'hui, de voir apparaître le terme de « mouvances d'Action directe ». Il s'agit là d'élargir le champ d'application du terrorisme à la notion vague de sympathisant.

M. Pasqua, ministre de l'Intérieur et ex-patron du S.A.C., et M. Sergent, ex-terroriste amnistié de l'O.A.S. et député sécuritaire du Front national, n'ont pour leur part rien à craindre dans cette chasse aux terroristes. Pas plus d'ailleurs que MM. Madelin et Longuet, anciens militants des mouvements d'extrême droite Occident et d'Ordre nouveau, actuellement membres du gouvernement.

Cette orientation du ministère de la Sécurité publique concorde avec les modifications proposées du code pénal : création d'une chambre spéciale aux affaires de terrorisme avec centralisation des dossiers entre les mains de juges « spécialisés », garde à vue portée à 72 heures pour ces affaires, projet de loi sur les repentis...

Ces mesures liberticides constituent un alignement sur les juridictions italiennes et allemandes, un pas de plus vers l'unicité de la répression et des atteintes aux droits de l'homme en Europe.

Jusqu'où iront-ils ?

« J'ai averti qu'il ne devait y avoir aucun endroit sur terre où les terroristes puissent se réfugier et exercer leurs talents meurtriers. Ce n'étaient pas des paroles en l'air. J'ai dit que nous agirions, si possible de concert avec d'autres, mais seuls au besoin, pour nous assurer que les terroristes n'aient nulle part de sanctuaire. Ce soir, nous l'avons fait. »
Ronald Reagan (14 avril 1986)

EN se posant en justicier de la planète, Reagan peut tout se permettre. Tout ou presque, selon le degré du soutien soviétique au pays fautif aux yeux de la Maison Blanche.

Discours et réalité

Après un premier avertissement quinze jours plus tôt, les Etats-Unis ont militairement attaqué la Libye dans la nuit du 14 au 15 avril. Bien sûr, le gouvernement américain a expliqué sa décision, mais est-ce bien convaincant ? Il n'est effectivement pas douteux que Kadhafi soutient des terroristes, mais ce qui est plus douteux c'est que le bombardement d'une caserne (celle dans laquelle Kadhafi habite) et de bases militaires soit en mesure de « prévenir » le danger terroriste. Le bombardement a, en effet, été justifié parce que « des douzaines d'attentats » étaient en préparation. Ce dont on peut être sûr, c'est que si cela est vrai, les attentats auront lieu quand même et le bombardement est peut-être une raison de plus pour qu'il y en ait davantage.

Le terrorisme a pour lui de ne pouvoir être prévenu : c'est un fait bien connu que n'importe

qui peut mettre au point dans sa cuisine un engin capable de dégâts importants, surtout aux heures de pointe. Que peuvent les bombardiers F111 contre ça ? Et que peuvent-ils contre le fanatisme ?

L'hypothèse du coup d'Etat

On a pu penser lors de l'affrontement dans le golfe de Syrte qu'il s'agissait de la part de Reagan d'une manœuvre d'intimidation. Il est cette fois totalement explicite (1) que la Maison Blanche souhaite franchement un changement à la tête de l'Etat libyen.

La baisse du pétrole portant un grave coup à l'économie

libyenne et le charisme de Kadhafi étant nettement contestés depuis quelques années au sein même de l'armée, un bon gros raid d'aviation aurait pu contribuer à ébranler suffisamment l'édifice déjà de moins en moins stable pour que Kadhafi soit contraint de s'isoler, craignant pour sa personne, voire disparaître (2)...

Voici bien ce qui arrangerait les Etats-Unis. Non seulement ils seraient innocents puisque, bien sûr, le raid des F111 était une mesure de « légitime défense » mais en plus il aurait permis de donner en quelque sorte un coup de pouce pour renverser un dictateur de plus et, qui sait, le remplacer à terme par une « démocratie ». C'est bien là solution idéale pour

l'impérialisme américain et les dirigeants de ce pays ne s'en cachent pas.

Jusqu'où iront-ils ?

Les Américains vont-ils débarquer en Libye ? Voilà qui serait hardi, et non sans danger. La dernière fois qu'un pays, pour se prémunir d'attaques terroristes, en a envahit un autre, c'était en juillet 1982 lorsqu'Israël lança au Liban l'opération « Paix en Galilée ». Cela n'a rien résolu pour Israël qui demeure menacé par la Syrie. Les Etats-Unis peuvent-ils s'engager dans un nouveau Vietnam ? Ce n'est visiblement pas l'envie qui leur en manque.

Le problème que pose l'intervention américaine n'est pas

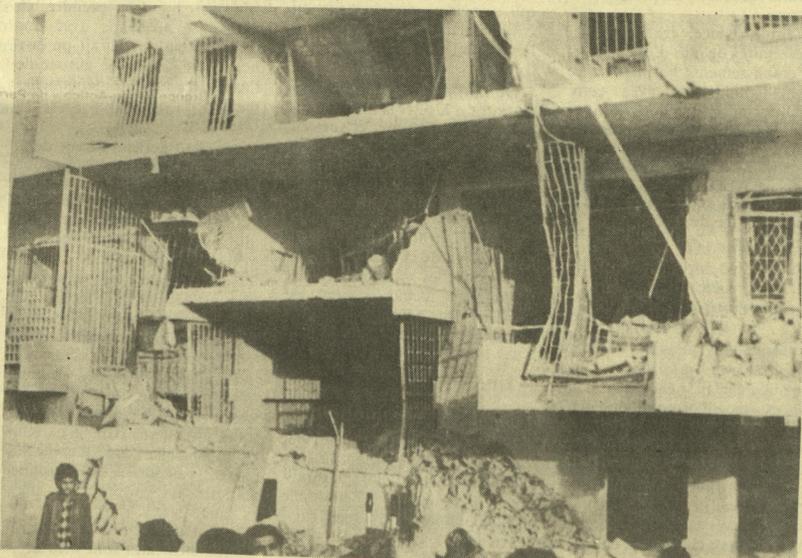


seulement celui de la gravité de tout acte de guerre en soi mais aussi le précédent qu'elle constitue. A cet égard, l'U.R.S.S. a signifié son soutien politique et militaire à la Libye et si Reagan a pu déclarer : « S'il faut le refaire, nous le reférons », cela veut dire aussi qu'il ne pourrait guère se permettre davantage sans un affrontement direct avec l'U.R.S.S., souhaitable ni pour les uns ni pour les autres. On peut donc estimer que dans ce bombardement, il s'agissait moins pour les Etats-Unis de contrer le terrorisme, du moins directement, que de donner une leçon sur son propre terrain (militaire) à un dictateur mégalomane dont l'objectif demeure, en accord en cela avec Hassan II, un grand Maghreb uni.

GUY LAGRANGE

(1) Weinberger, secrétaire à la Défense : « Il se pourrait que certains de ceux qui sont mécontents essayent de prendre les choses en main. »

(2) Tout porte à croire en effet, malgré le démenti de Reagan, que Kadhafi était personnellement visé.



en bref...en bref...

• Le C.E.R.E.L. (33, rue Roucher, 34000 Montpellier) et le cinéma Diagonale organisent vendredi 30 avril, de 20 h à 6 h du matin, une nuit de film libertaire pour le centenaire du 1^{er}-Mai. Cela se passera au cinéma du centre Rabelais, Esplanade, 34000 Montpellier. Au programme : « Ecoutez May Picquary » de B. Baissat, « Charles, mort ou vif », de A. Tannef, « Vacances royales » de G. Auer, « La ciudad crematad » de Antony, « Pourquoi pas » de C. Serreau. Et comme vidéos : « Ecoutez Jeanne Imbert », « Les Bourses du Travail » et « Foi d'anar ».

• La prochaine réunion de la Coordination nationale de soutien aux réfractaires se tiendra à Lyon les 26 et 27 avril au 13, rue Pierre-Blanc, à 14 h (bus n°6, arrêt Jardin-des-Plantes). Une fête de soutien aura lieu au 42, rue de Bordeaux, 69001 Lyon.

• Rémy Legendre, objeteur de conscience sera jugé en appel à Angers mardi 27 mai. Il avait été condamné en première instance à 6 mois de prison ferme pour désertion. Pour soutenir Rémy, envoyez votre soutien au A.R.I.C.O., B.P. 2024, 49016 Angers cedex.

• La Coordination nationale anti-symbiose Armée-Education vient d'éditer un autocollant contre celle-ci. Prix : 50 F les dix et 150 F les cinquante. Pour les commander : C.N.A.S., c/o A.D.I.R., B.P. 82, 16001 Angoulême cedex.

• Le n°11-12 du « Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement » vient de paraître. On y trouve le bilan et la synthèse des applications et des réactions face à la symbiose armée-éducation. Il contient également un dossier sur les différentes tentatives de militarisation de l'enseignement. On peut le trouver à la librairie du Monde libertaire et par correspondance à A.R.M.S., c/o Maison des associations « Le Nil », route de Bordeaux, 16000 Angoulême. (Prix : 25 F, abonnement : 60 F, chèques à l'ordre de A.R.M.S.) A la même adresse, on peut commander des autocollants « Non à la Marseillaise à l'école ! » (format 150 x 100, noir et rouge sur fond blanc) : 10 F l'unité, 50 F les dix, et 150 F les cent cinquante.

• La C.L.E.-A. organise, lundi 28 avril, une réunion-débat sur le thème « 1^{er}-Mai 1986 » à l'université de Villetaneuse (salle E 308, bâtiment de Lettres) de 12 h à 14 h.

• Le n°52 de « Liberecana Ligilo », bulletin de S.A.T.-Amikaro (esperanto), vient de paraître. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire.

1^{er}-Mai

La Fédération anarchiste invite ses sympathisants à se rassembler, dans le cadre du centenaire du 1^{er}-Mai, le jeudi 1^{er} mai 1986, à 10 h, place de la Bastille (angle de la rue de la Roquette).

Plus que jamais la solidarité internationale des travailleurs ne doit pas être un vain mot.

Fédération anarchiste

Manifeste contre le travail au noir

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un manifeste contre le travail au noir diffusé par le comité de soutien à la lutte des colporteurs de presse.

Ils sont trente à quarante personnes qui vendent à la criée les journaux du soir avec 28% de commission. Pour exercer cette profession, ils doivent se procurer une carte de colporteur délivrée gratuitement à la préfecture de leur domicile. Ensuite, vu le monopole de fait des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (N.M.P.P.), ils vont au guichet N.M.P.P. de la rue du Croissant qui ne leur demande rien d'autre que cette carte.

Normalement, une demande d'inscription comme mandataires, dès le premier jour de la vente, devrait leur être présentée par le guichet pour être régulièrement inscrits au Conseil supérieur des messageries de presse. Ils ont fait cette demande au nom de leur association. Elles leur ont été refusées par ce conseil. Ce guichet se trouve donc dans l'illégalité car il devrait leur facturer la T.V.A. sur leurs fiches de règlement.

Ce qui est plus grave pour eux, c'est que cette mise hors statut les empêche d'avoir une couverture sociale. Ils ne sont même pas couverts en cas d'accident du travail. Contre cela, le président de leur association a fait une grève de la

faim et les vendeurs ont occupé collectivement le guichet. Une énième vaine négociation a alors eu lieu avec le secrétaire général du Conseil supérieur des messageries, M. Devevey, le 12 mars dernier. Il est resté sourd devant ce qui pourrait constituer une solution pour l'obtention de leurs droits sociaux.

Il est important de remarquer, qu'avant 1982, ils n'avaient même pas de factures. Les N.M.P.P. faisaient alors gérer le guichet par une société de sous-traitance « Presse et Propagande », dont les colporteurs apprirent l'existence qu'au cours du premier conflit. Ces factures sont une couverture pseudo légale. Elles ne furent instituées qu'à la suite d'une enquête d'un officier de police judiciaire auprès de MM. Lucas (N.M.P.P.) et Devevey.

A l'époque, ils auraient dû être en effet des vendeurs salariés de la publicité des journaux du soir. Aussi, afin de leur retirer toutes possibilités d'avoir ce statut, ils leur établissent des factures. Ce moyen permet de les présenter comme des travailleurs indépendants occasionnels. Le maintien, de façon permanente, dans la prétendue condition de travailleurs occasionnels, crée une situation d'utilisation au noir, apparemment le plus légalement du monde, d'une main-d'œuvre flexible et anonyme. Les entreprises qui les emploient les présentent alors comme des travailleurs

extérieurs à elles, n'ayant aucun droit.

Les conséquences de sa généralisation

Ce type de travail au noir légalisé tend à se multiplier dans notre société. Nous ne pouvons tolérer cette situation car elle transforme les travailleurs concernés en marginaux réduits à l'assistantat permanent, et cela bientôt par dizaines de milliers. Surtout que le nouveau gouvernement, en proposant la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, va étendre ce problème à toute la classe ouvrière. La volonté de réduire cette dernière à un état de mendicité sociale amènerait à faire perdre aux travailleurs leur qualité de citoyen.

Dans ce type d'utilisation de main-d'œuvre, le salaire horaire disparaît pour retourner à un revenu à la tâche ou aux pièces payable à la commission. Pour le patronat, l'idée dominante serait alors de parvenir à individualiser le salaire, afin de diviser la classe ouvrière par une concurrence interne encore plus acharnée. Le chômage et la pénurie de formation effective permettant de baisser les revenus de la majorité d'entre eux ; seuls ceux qui auront la chance d'accéder aux techniques les plus modernes pourront alors espérer des revenus plus conséquents.

Il faut les aider

Seule l'élaboration d'un projet de société par la classe ouvrière sur la base du partage du travail et de l'ensemble des revenus serait à même de faire obstacle à la tentative de désorganisation dont elle fait l'objet. C'est la politique du diviser pour mieux régner. La tâche des syndicats, déjà en perte de vitesse, se révélerait alors presque impossible. Ce serait le règne des syndicats maisons qui négocieront pour avoir du papier dans les chiottes.

C'est pourquoi nous pensons qu'un soutien conséquent à leur combat par tous les partis politiques et syndicats sera une arme d'autodéfense contre tous les méfaits que prépare le patronat. Ce dernier cherche à obtenir la revanche sur tous les acquis sociaux d'un siècle de luttes ouvrières et faire de 1986 l'inversion des avancées de mai 1968 et de mai 1981 : leur objectif étant de casser la classe ouvrière en tant que classe.

Comité de soutien à la lutte des colporteurs de presse

Réunion du comité de soutien : vendredi 25 avril, à 20 h, à la Bourse du Travail (salle Feder), 3, rue du Château-d'Eau (métro République). Ordre du jour : discussion sur la proposition de manifeste, élaboration d'une charte de tous les exclus sociaux (travailleurs au noir, précaires, chômeurs, intérimaires), propositions d'actions, etc.

Les secrétaires médicales en lutte

Le 17 avril 1986, environ trois cents secrétaires médicales, représentant quelques 35 établissements hospitaliers en grève, manifestaient pour la reconnaissance de leur statut devant le ministère de la Santé.

En province, également, les secrétaires de plus d'une dizaine d'établissements hospitaliers se sont solidarisées avec cette manifestation par des débrayages, des délégations auprès des différentes Directions départementales d'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.), ainsi que par l'envoi massif de cartes, de pétitions et de télégrammes au ministère.

Les raisons du conflit

Rappelons qu'avant 1972, les secrétaires médicales (ou médico-sociales) étaient embauchées avec un brevet d'enseignement social ou sans aucun diplôme ; leur formation était assurée sur place. Leurs fonctions, ainsi que les responsabilités auxquelles elles avaient à faire face, paraissaient alors justifier leur classement en catégorie C.

Depuis 1972, avec la création du baccalauréat F.8 (sciences médico-sociales, soit le B.E.P.C. plus trois ans), 50% des titulaires de ce diplôme deviennent secrétaires médicales avec une formation diversifiée qui convient parfaitement au corps médical, et surtout à l'évolution des techniques de soins.

De fait, aucune modification de statut n'a suivi la création de ce nouveau diplôme, et surtout aucune reconnaissance de la spécialisation de la profession n'a eu lieu. Les secrétaires médicales n'ont toujours pas obtenu leur intégration au cadre B pourtant justifiée au vu de l'évolution de la médecine (1) et des nouvelles technologies (les secrétaires médicales sont de plus en plus amenées à utiliser les systèmes informatiques).

Une lutte catégorielle...

Au moment de la mise en place des statuts particuliers, suite à la promulgation du titre IV (le 8 janvier 1986) qui modifiera la situation de l'ensemble des personnels hospitaliers catégorie par catégorie, les secrétaires médicales se sont regroupées

dans le cadre d'une coordination nationale de la profession. Il faut préciser que si cette mobilisation prend de ce fait l'aspect d'une lutte catégorielle, c'est aussi et surtout parce qu'aucune fédération syndicale n'a cru bon de prendre en charge le problème avec une mobilisation qui aurait pu être beaucoup plus large autour de l'axe « exemple de démantèlement de la protection sociale » (2)

Jeudi 17 avril, à l'issue de la manifestation, une délégation de la coordination nationale était reçue au ministère de la Santé, où la légitimité des revendications était reconnue... Il n'en reste pas moins un problème, et non des moindres, puisque les calculs effectués par le ministère pour rendre leurs dîs aux secrétaires médicales se chiffrent à quelques cent vingt milliards de centimes... De plus, la satisfaction des revendications des secrétaires médicales présente un autre danger : celui d'une brèche dans laquelle les autres catégories du personnel hospitalier pourraient bien s'engouffrer...

Quoi qu'il en soit, les secrétaires médicales sont bien déci-

dées à continuer la lutte et, après la manifestation, une assemblée générale à la Bourse du Travail regroupant environ trois cents personnes s'est tenue au cours de laquelle une structuration de la coordination s'est mise en place région par région, avec la volonté de continuer et d'élargir l'action. Un manifeste a été également rédigé pour organiser une nouvelle journée de grève le 12 juin, avec montée sur Paris.

Lutte catégorielle aujourd'hui... Espérons que la mobilisation des secrétaires médicales illustre ce que pourrait être demain la lutte d'autres catégories professionnelles au vu de la révision de leurs statuts particuliers !

L.F.

(« Chronique syndicale »)

(1) Notamment en psychiatrie où le développement de l'extra-hospitalier, le suivi systématique des patients par l'équipe soignante, l'instauration de réunions de synthèse, d'entretiens réguliers avec les patients et leur famille font que les tâches des secrétaires médicales se sont considérablement enrichies et développées.

(2) Aujourd'hui la Coordination nationale des secrétaires médicales, qui regroupe les secrétaires d'une centaine d'établissements hospitaliers, est soutenue dans ses revendications par quelques syndicats ou sections locales.

Sondages et service national

QUELLES sont les retombées de la propagande antimilitariste auprès des individus concernés directement par la militarisation ? Quelle est l'image de marque actuelle de l'armée ? Comment le service militaire est-il perçu par ceux qui vont le faire, qui l'ont fait ou, au contraire, par ceux qui en ont été exemptés ? Voilà quelques questions dont nombre de militants antimilitaristes aimeraient connaître les réponses. L'armée également, et pour cela réalise chaque année un sondage « baromètre » auprès d'un échantillon de 2 000 hommes âgés de plus de 18 ans, dont 1 500 ayant fait leur service (1).

Cette année, *Armées d'aujourd'hui* du mois de mars publie les résultats de ce sondage (2), en les accompagnant de la parution des résultats d'une enquête réalisée plus exceptionnellement parmi 550 garçons âgés de 15 à 25 ans, dont 400 de plus de 18 ans. Cette deuxième étude, menée par B.V.A. pour le S.I.R.P.A. (service de relations et de propagande des armées), a pour but de préciser les réponses au premier, dans une classe d'âge spécifique, tout en tentant de connaître quelles pourraient être les réactions face à une évolution du service national.

Mais voyons d'un peu plus près l'analyse de ces sondages qui semblent respecter les conditions statistiques garantissant des résultats représentatifs. En revanche, il est à remarquer que le choix de présenter le cumul des réponses obtenues annuellement sur une période de 1982 à 1985 ne permet pas aux lecteurs de distinguer une évolution entre ces deux dates limites. D'autre part, s'il est plus instructif et plus exact de comparer des évolutions au cours de période assez étendues, faut-il encore en avoir le moyen. Hélas !, le rédacteur de cet article (le lieutenant-colonel Le Bourg) n'a pas jugé bon de communiquer le cumul des réponses obtenues de 1978 à 1981. Domage ! Cela aurait permis, de plus, de savoir si l'arrivée du Parti socialiste au gouvernement et les choix militaires effectués (voir M.L. n°607) avaient amélioré auprès de la population (3) l'image de marque de l'armée (ce qui semble probable !).

Les militaires sont souvent de grands cachottiers et ne montrent ce qui leur permet d'affirmer que « les hommes sont plutôt satisfaits de la durée du service, ont une bonne opinion de l'Armée (notons la majuscule !), n'ont pas l'impression d'avoir perdu leur temps (...) ». « En 1985, 76% des hommes ayant effectué leur service avaient une bonne ou très bonne opinion de l'Armée. 64% des Français partageaient cet avis mais les hommes n'étant pas passés sous les drapeaux étaient plus réservés : 55% de bonnes opinions. L'examen des réponses par âges montre une différence très sensible chez les 18-24 ans, selon leur situation personnelle vis-à-vis du service. » (seulement 38% de « bonne opinion » chez les personnes n'ayant pas effectué le

service national contre 56% pour les autres).

Il est à noter que plus l'âge augmente et plus les gens sont satisfaits de l'armée (75 à 84% pour les plus de 50 ans). Non seulement ils ne jugent certainement pas la même chose, mais de plus on peut se demander s'il s'agit d'un amour immodéré venant avec l'âge ou s'il existe également un facteur de distorsion faussant les réponses : plus le service militaire a été effectué il y a longtemps, plus l'image de l'armée est positive ? Pour ne pas remettre en question le ser-



vice militaire accompli, ne pas se remettre soi-même en question, ces personnes n'enjoignent-elles pas (effet de valorisation) cette période qu'on jugeait avant comme « une perte de temps » ? D'où, bien sûr, après, ces jugements à l'emporte pièce : « J'en ai gardé de bons souvenirs... », « Finalement, c'était le bon temps... », etc. (4). Ces satisfactions du service militaire et de l'armée ne regrettent-ils pas en fait une période de leur jeunesse passée ?

Les réponses à la question « A quoi sert, à l'heure actuelle, le service militaire ? (Cumuls 82-85, tous âges confondus) » sont au nombre de trois, ce qui est assez surprenant puisque l'on peut constater qu'une réponse est négative (« A rien... 21 à 34% », selon que le service a été ou non effectué), la seconde positive (« donner une instruction militaire » : 32 à 34%), et la dernière dépasse en fait le rôle du service militaire : il s'agit de « formation des jeunes appelés » (terme global beaucoup plus large qu'« instruction militaire »). Les pourcentages de cette dernière réponse, 44 à 28%, ne sont-ils dû qu'à une illusion des sondés ou constituent-ils un appui très net au rôle de formation globale de l'armée, tel que le gouvernement socialiste a tenté de le concrétiser entre autres par l'instauration des divers protocoles Défense nationale / autres ministères.

« Etes-vous tout à fait, assez, un peu, pas du tout antimilitariste ? Globalement, les hommes qui ont connu l'Armée ne sont que 30% à se déclarer antimilitaristes contre 51% parmi les dispensés, exemptés et réformés (...). L'examen des résultats par âge est autrement révélateur : les antimilitaristes sont beaucoup moins nombreux chez les hommes de 25 à 34 ans ayant fait leur service (46%) que parmi les hommes de 18 à 24 ans, service fait ou pas (53 à 69%). »

Ces réponses nous conduisent à plusieurs constatations. 30% de la population masculine de plus de 18 ans ayant effectué le service national, cela fait tout de même pas mal de personnes se déclarant antimilitaristes (sans compter les femmes et les 51% d'exemptés, réformés ou dispensés). Les militants antimilitaristes ne seraient pas si isolés que ça et représenteraient seulement une partie visible de l'iceberg.

D'autre part, la différence de 21 points permet d'estimer grossièrement à ce pourcentage le

nombre de personnes ayant réussi chaque année à se soustraire volontairement aux obligations militaires.

Dernière constatation, le pourcentage de personnes ne se déclarant pas antimilitaristes correspond à celui de ceux ayant une bonne opinion de l'armée ainsi qu'à ceux jugeant positivement le service national. Ces faits tendraient à démontrer que le positionnement des hommes face à l'armée dépend surtout d'un élément personnel : le service national. Or le problème de l'antimilitarisme dépasse la critique du service national, dénonçant surtout l'armée globalement et la militarisation de la société. Si le service national n'existait pas, y aurait-il autant d'antimilitaristes ? Cette question, quelque peu provocatrice pour un anarchiste, ne doit-elle pas être posée au vu des résultats de ce sondage ?

La réticence des 18-24 ans face au service militaire et à l'armée a conduit le S.I.R.P.A. à mener une seconde enquête. Celle-ci est assez révélatrice des orientations que l'armée (sous le gouvernement socialiste) envisageait. Un certain consensus à propos du service national peut nous faire penser que ces possibilités de modifications ne seront pas forcément mises de côté.

« Interrogés sur leurs projets vis-à-vis du service, 72% des jeunes qui ne l'ont pas encore fait répondent qu'ils "comptent le faire normalement" et 23% qu'ils essaieront de se faire réformer ou de bénéficier du statut d'objecteur de conscience. » Hélas !, cette « bonne disposition de la majorité » est quelque peu malmenée par la seconde question concernant la « meilleure façon de faire son service national » : seulement 35% veulent exercer une responsabilité, mais 43% « avoir un emploi utile pour l'avenir ». Outre l'illusion durable que l'armée prépare l'introduction dans la vie professionnelle, il est à constater que les « bonnes dispositions » passent surtout par un impératif économique (5). Comment s'en étonner en cette période de crise et de chômage ?

Plus significative des évolutions envisagées par l'armée, la question « Que devrait être l'armée française ? » offre trois solutions : celle actuellement en vigueur, la conception suisse



(service plus court avec des périodes de rappel) et la conception américaine (armée de métier). Respectivement, l'ensemble des sondés approuvent ces solutions à 30, 16 et 51%. L'armée apprend ainsi que la troisième possibilité est plutôt bien perçue (et pour cause !) par la classe d'âge particulièrement concernée (ce qui n'est pas forcément le sentiment de la population française).

Une autre question envisage la généralisation du service civil (« agriculture, police, aide sociale, etc. ») à tous les appelés qui pourraient ainsi choisir (« les conditions matérielles étant les mêmes pour tous ») cette façon d'effectuer le service national. Pour l'ensemble, 71% sont favorables à un service civil, tandis que 28% préféreraient un service plus spécifiquement militaire.

Peut-on en conclure que l'armée songe sérieusement à instituer un service national plus diversifié, répondant ainsi à la fois aux nécessités économiques et militaires ? Envisage-t-on une armée essentiellement de métier (les appelés pouvant choisir un engagement de plus courte durée), tandis que l'immense majorité des personnes effectuerait un service civil (permettant à bon compte d'améliorer le fonctionnement de certains secteurs) ? Quoi qu'il en soit, la réalisation d'un tel sondage prouve que le débat est d'actualité dans certaines sphères politiques et militaires.

PASCAL BEDOS
(Gr. Sacco-Vanzetti)

(1) Baromètre du S.I.R.P.A., effectué par la S.O.F.R.E.S.

(2) Je ne me rappelle pas ce que fut le cas les années précédentes (1).

(3) Population exclusivement masculine, car les militaires n'ont pas trouvé intérêt à questionner des femmes (1).

(4) Les jugements positifs sont respectivement, suivant l'âge, de 38 à 56% pour les 18-24 ans, de 50 à 56% pour les 25-34 ans, de 74 à 75% pour les 35-49 ans et de 75 à 84% pour les plus de 50 ans.

(5) Cela semble être confirmé par le fait que la première priorité du service national souhaitée par les sondés, à 42%, est la « possibilité de recevoir une formation professionnelle ».

Le front des réfractaires à l'armée

COMME annoncé dans le *Monde libertaire* du 27 février 1986, la prochaine réunion de la Coordination nationale de soutien aux réfractaires aura lieu à Lyon les 26 et 27 avril. Elle se déroulera au 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, dès 14 h (1). Cette coordination comprend actuellement des groupes dans quatorze villes. Elle a pour but de diffuser l'information et d'organiser une riposte face à la répression.

Une semaine d'actions a été menée afin de sensibiliser l'opinion publique sur ce problème. Un bilan en sera bien sûr tiré à cette occasion.

Il est certain que l'on peut formuler un certain nombre de critiques à l'égard de cette coordination : le fait qu'elle reste sur un terrain « défensif », qu'elle n'envisage pas la lutte antimilitariste dans une perspective plus globale de

changement de société, etc. Mais cette coordination a le mérite d'exister, on ne peut pas laisser tomber les personnes qui sont victimes de la répression parce qu'elles refusent l'armée à cause de leurs idées. Il est évident que cela ne remet pas en cause radicalement l'armée, mais cela doit être fait. Il est essentiel de les soutenir, de les arracher à la prison. On peut également espérer que cette coordination soit à la base d'une (re)naissance du mouvement antimilitariste en France.

C'est vrai qu'il est à craindre, comme le disait Denis Langlois dans un précédent *Monde libertaire*, que la répression des objecteurs insoumis s'aligne sur celle des insoumis totaux (2). Le procès de Jean-Paul Sultot, Laurent Morel et Frank Degreee devant la cour d'appel de Rennes, le 16 avril, sera un test pour

savoir si le retrait du statut de Jean-Paul est confirmé. Si cela est, une jurisprudence négative pour les objecteurs insoumis s'établirait. Il sera donc intéressant de savoir quelle riposte sera choisie lors de la prochaine réunion de la coordination (3).

ERIC HEBERT

(1) Prendre la ligne de bus n°6 et descendre à l'arrêt « Jardin-des-Plantes ». Pour l'hébergement, prévoir un sac de couchage et contacter le G.E.L.L. : librairie La Gryphe, 5, rue Sébastien-Gryffe, 69005 Lyon.

(2) Bruno Sanchez Martin, cellule B 110, écrou 22878, maison d'arrêt, 5 bis, rue Alexandre-Turpault, 78395 Bois-d'Arcy. Bruno Polrier, 17, rue de Chouney, 33170 Gradignan.

(3) Adresse nationale : C.S.R. c/o G.L.O., B.P. 103, 75522 Paris cedex 11. Téléphone antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

C.S.R. Paris, c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Comité de soutien à Eric Hébert : U.P.F. de Rouen, B.P. 58, 76160 Darnetal.

Sécurité... pour les étrangers !

EN 1956, la vie politique et sociale est occupée par le conflit en Algérie. Les élections de cette même année verront l'émergence du « poujadisme » avec 11,60% et le Front républicain, qui gouvernera, cautionnera l'envoi du contingent en Algérie et l'assaut de la casbah par le général Massu et ses paras. (Le ministre de l'Intérieur se nommait Mitterrand ! Trente ans après... président de la République ! Quelle ascension... que le pouvoir est bon !) Aujourd'hui, on prend les mêmes et on recommence. Mais l'ennemi est dans nos murs, quelle horreur !

La campagne électorale avait très tôt démarré sur le prétendu problème de l'immigration. Il y a quelques années de ça, il ne faut pas l'oublier, les staliniens avaient fait donner le bulldozer (à Vitry) contre un foyer de travailleurs maliens, prouvant s'il en était encore besoin leur internationalisme de classes. Le parti communiste introduisait alors une notion infâme de « quota » et dans la lancée, la C.G.T. avait lancé la grande campagne « Produisons français ». Sur ce terrain, Le Pen et ses

sbires n'ont eu aucun mal à réveiller les vieux démons du racisme et à réclamer à grands cris le départ de ces intrus, car s'il y a des vols à la tire ce sont les Algériens et les Yougoslaves ; s'il y a de la prostitution, ce sont les Ghanéennes ; et la drogue, pfft !, je ne vous en parle même pas.

Le Français moyen se refait une virginité à bon compte. Et, dans une société de classes, les bons comptes sont les comptes du plus fort. Replacés sur leur individualisme frileux, dans cette société capi-



M. Pasqua

taliste en crise, il faut trouver un bouc émissaire.

En 1979, les étrangers incarcérés représentaient 18,7%. Ce chiffre est passé à 26,3% en 1983 et il est en constante progression. Il faut savoir que 20% le sont pour « infraction à la législation sur les étrangers ».

Le décret du 30 juin 1946 est toujours en application et oblige les étrangers à « présenter à toute réquisition des agents de l'autorité des documents sous le couvert desquels ils sont autorisés à séjourner en France ». Fabius, au cours de son débat avec l'actuel Premier ministre, était fier d'annoncer 40 000 refoulements et plus de 18 000 reconductions hors des frontières. En désignant le « clandestin » comme cible, ils avaient permis le développement de l'ostracisme qui frappe la population immigrée dans son ensemble.

Les centres de rétention (« détention »), style Arenic à Marseille, affichent complets. La justice n'est pas en reste. La VIII^e section du parquet de Paris, spécialisée dans les « comparutions immédiates » — nom que Badinter préférait

à « flagrants délits », mais qui assurent la même fonction — traite jusqu'à cinquante dossiers par jour, avec un manque certain d'interprètes pour ceux qui ne parlent pas le français.

Les socialistes ont consolidé cette base et Chirac peut stigmatiser, dans son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale, « l'accroissement ininterrompu de la population étrangère » qui fait que la « France s'interroge sur son avenir en tant que nation unie dans l'amour de la même culture ».

Il s'est d'ailleurs bien entouré : Pandraud (ministre délégué chargé de la Sécurité) a une priorité, la « surdélinquance de la population immigrée ». Pasqua, ministre de l'Intérieur, a confié à Paris-

Match : « Nous devons organiser avec les gouvernements concernés le retour au pays d'origine comme nous devons expulser les clandestins et les condamnés ». Pour eux, l'insécurité est toujours liée à l'immigration. Une modification du code de la nationalité est prévue ainsi que le rattachement de l'O.F.P.R.A. au ministère de l'Intérieur (actuellement, cet organisme est sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères). La panoplie de la répression s'amplifiera.

La partie sera rude et il est nécessaire de réaffirmer l'union avec les immigrés contre nos exploiters, qu'il est plus que temps d'expulser...

BELTZA



Le tour de vice

DANS le programme présenté au Parlement par Chirac, le nouveau Premier ministre, il y a des points qui doivent nous alarmer. Les critiques à formuler sur les projets d'ordonnances ne manquent pas, mais je désirerais axer la mienne sur la politique anti-terroriste que nous a soigneusement concoctée la clique néo-pétainiste de Jacquo le Croqueur (plus communément appelé Jacques Chirac). En effet, on ne peut que s'alarmer des restrictions faites au peu de libertés déjà admises mais aussi s'alarmer de l'aphasie, voire de l'approbation, de la vaste plèbe française dans sa quasi-totalité.

Depuis bien avant le 16 mars dernier, les grands médias se faisaient un plaisir de sensibiliser l'opinion du public vis-à-vis des actes terroristes qui sévissaient ici ou ailleurs. Fortement manipulées, les foules en ont fini par croire que l'idée d'une menace sur leur sécurité et leur propriété constituait une réalité apparente et permanente. On a atteint, au niveau national, le stade de la psychose collective, alimentée jour après jour par l'Etat et ses sous-fifres.

Débat entretenu par les sophistes d'hier et d'aujourd'hui, la sécurité n'est pas un thème de droite ou de gauche, c'est l'argument favori du pouvoir. Aussi n'est-il pas étonnant de constater qu'un gouvernement nouvellement désigné cherche à renforcer ses assises en agitant devant le regard du gouverné le spectre de l'ennemi interne. Loin d'être robespierriste, Chirac n'en est pas moins homme de pouvoir et nous présente son régime de Terreur. Concrètement, il compte renforcer la présence des forces policières en élargissant leur autonomie sur le plan régional et en banalisant contrôles d'identité et, qui sait, peut-être un jour, fichage massif et systématique.

Lutter contre le terrorisme, c'est également, selon J.C., modifier l'appareil judiciaire. Apparaîtra un nouveau « délit terroriste » accompagné de son inévitable complément de « complicité ». On étendra aussi la notion d'« association de malfaiteurs ». Tout ceci devant permettre d'inculper quiconque aurait pensé de méchants projets « avant la constatation du délit ». Mais la liste ne s'arrête pas là et notre Grand Vizir envisage même de fixer une « loi sur les repentis » (cf. l'article sur les lois scélérates dans le *Monde libertaire* n°595) et la mise en place d'un conseil de sécurité intérieure d'une chambre spécialisée en matière d'affaires terroristes, rattachée à la Cour d'appel de Paris. Et je ne vous parle même pas des décisions en matière d'expulsion des immigrés...

En bref, le climat prévu pour les prochains mois, années (décennies ?), risque fort de ressembler à celui d'une répression féroce et ouverte. Contre qui ? Le terrorisme évidemment ! Mais qu'est-ce qu'un terroriste

selon le jargon du pouvoir ? Il ne peut se définir que par celui qui trouble l'ordre public, qui est nuisible et indésirable pour l'Etat. Qu'importe qu'il soit armé d'un révolver ou d'une plume, qu'importe qu'il passe à l'acte ou qu'il se contente de s'exprimer ; pour le pouvoir il n'y a pas de différence, il n'y a que des fauteurs de troubles ! Par ailleurs, pour mieux cerner cet esprit, laissons parler le ministre de la répression, Pasqua : « En moins de huit jours, les policiers sont réapparus dans les rues. Les fouilles de voitures ont recommencé. L'ordre revient. » Les mots parlent d'eux-mêmes. De plus, comment ne pas s'alarmer quand chacun resté passif ? On le sait bien, il n'y a rien à attendre des professionnels de la rhétorique : Tonton n'a pas montré son désaccord sur les mesures anti-terroristes et le P.C.F. s'est contenté de faire la critique du programme économique-social. « L'Union sacrée ! »

Pas de réaction non plus de la part du « bon peuple » ! Il applaudit presque, car son silence signe



M. Pandraud



son arrêt de mort. Non seulement il est venu abdiquer le 16 mars, mais maintenant il s'endort. De sa liberté, de son être, la plèbe ne semble pas se préoccuper ; pour elle, seule semble compter la propriété, l'avoir. « La première raison pour laquelle les hommes sont esclaves de plein gré est qu'ils naissent serfs et sont éduqués de même. (...) Et c'est une chose extraordinaire qu'ils se laissent aller dès qu'on les chatouille. Les théâtres, les jeux, les farces, les spectacles, les bêtes étranges, les médailles et autres drogues de même nature, étaient pour les peuples anciens les appâts de la servitude, le prix de la liberté, les outils de la tyrannie. » (La Boétie, 1553)

Mais non seulement le peuple s'abreuve de la drogue audio-visuelle, mais il en vient aussi à parler le langage du pouvoir et à se soucier de « maintien de l'ordre ».

Les sbires du pouvoir sont à l'honneur. Pour vaincre la violence illégitime, on va faire appel à la violence légitime. Mais que chacun se méfie, car la violence légitime, ou plutôt légitimisée, est mille fois plus dangereuse. Elle s'accorde mille fois plus de droits, elle donne la parole et le droit à la violence aux bourreaux les plus pervers qui s'ennivrent de parler le langage de l'Etat, au nom de l'Etat, qui s'ennivrent de tricher avec eux-mêmes. Mensonge ! L'Etat ment et il trouve des hommes pour tendre l'oreille ! L'Etat, symbolique du sadisme institutionnalisé, joue du sadisme des uns qui crient la mort sans oser la donner et du sadisme des autres qui donnent la mort sans oser la crier.

Quand les peuples cesseront-ils d'accepter ce jeu avec leurs libertés ? Quand cesseront-ils de supplier le Minotaure de mieux les égorger ? Comprendront-ils enfin que l'Ordre c'est toujours, au bout du compte, l'Ordre de condamner le plus grand nombre possible de gens ?

PASCAL

(« Anarfac », Villetaneuse)

POLYNÉSIE FRANÇAISE Conséquences du néo-colonialisme atomique

NOUS vous avons déjà parlé de Jad, ce peintre résidant en Polynésie, qui mène campagne à travers le monde pour l'arrêt des essais atomiques là-bas. Un interview de lui a été publié dans notre journal. Et auparavant, des camarades d'Agén avaient rendu compte d'une manifestation, avec ses tableaux, dans leur ville. Opération qui a eu lieu également à Montpellier, Rouen et Strasbourg avec l'appui local de groupes de la fédération et de pacifistes, écologistes ou anticolonialistes...

D'autres manifestations de ce genre sont prévues ce printemps à Bordeaux, Toulouse, Marseille et Lyon ; préjudant à une campagne d'actions internationales que Jad propose pour le 20^e anniversaire du début des essais atomiques en Polynésie. Celle-ci devrait se traduire à Paris par un festival de trois jours sur le Champ-de-Mars (plus de 100 artistes divers) et une manifestation sur les Champs-Élysées.

Pour nous présenter cette campagne, Jad nous a adressé ce long article sur la situation en Polynésie, qui paraîtra en deux parties.

La rédaction

LES expériences atomiques françaises étant effectuées, paraît-il, pour doter la France d'un arsenal nucléaire capable de dissuader tout éventuel agresseur de son territoire national, on aurait pu s'attendre, au pire, à ce que ce fut aux Français, qu'on entend protéger ainsi, d'avoir à en supporter les éventuelles conséquences. Eh bien non ! C'est à des populations sans défense, situées à l'autre bout de la terre, qu'est réservée ce sort de cobayes. C'est tellement plus facile, n'est-ce pas ?

C'est de Gaulle qui en décida ainsi, dès 1962, quand il ne lui fut plus possible de faire poursuivre les expériences au Sahara redevenant indépendant. Cela sans se soucier, bien sûr, du moindre assentiment des populations locales. Pire même, les atolls de Mururoa et de Fangataufa, choisis pour y effectuer les essais, furent occupés militairement malgré les protestations de l'Assemblée territoriale polynésienne. Depuis, les gouvernements français successifs continuent de faire procéder à ces essais dans cette région, toujours sans plus se soucier de l'accord des Polynésiens. Toute opposition est même sévèrement réprimée.

Emplacement des essais et protection du sous-sol

On nous dit que, depuis 1981, les essais n'ont plus lieu sous la couronne corallienne mais au centre du lagon et, pour essayer d'accréditer ce mensonge, on falsifie les récentes coupes de l'île en négligeant tout bonnement d'y représenter, précisément au centre, rien moins que l'ancien puits du volcan qu'est, ne l'oublions pas, Mururoa. Tout cela pour nous faire croire à une couche plus importante de basalte séparant les chambres d'explosion de l'eau de l'océan. En fait, les puits pour les tests ne sont forés à l'intérieur du lagon qu'à quelques centaines de mètres du récif. Le centre du lagon, lui, est situé à plusieurs kilomètres du récif, mais, bien sûr, pas question d'aller y faire exploser les bombes trop prêt du cratère du volcan.

On peut lire dans la conservatrice revue *Géo* de décembre 1985 : « Le pro-

fesseur Mac Evens de la mission Atkinson fait remarquer que jamais ils n'ont reconnu que Mururoa était un site géologique idéal. Le basalte, entre autres, étant un matériau poreux et sans plasticité. "L'affirmation française selon laquelle toute fuite à partir de la roche volcanique vers le calcaire sera arrêtée par la zone de transition imperméable n'est pas étayée." La zone d'argile de transition n'est effectivement pas homogène. Par ailleurs, aucune modélisation mathématique sérieuse n'a été faite sur les effets répétés des tests qui accélèrent la perméabilité de la roche aux radiations. On connaît bien le comportement de l'eau à travers le basalte, mais l'onde de choc de l'explosion et l'échauffement consécutif modifient la structure de la roche. "Des fractures naturelles préexistantes peuvent être agrandies, et les matières radioactives peuvent migrer avec l'eau", explique Yves Lenoir de Greenpeace-France. »

seur de la route principale de l'île, continuellement rebétonnée pour rester adéquate du niveau de l'eau.

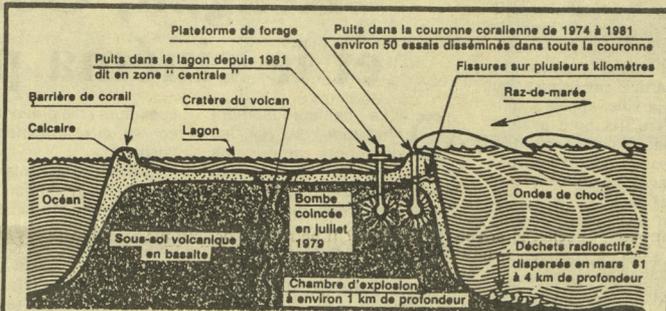
De 1966 à 1974, quarante et un tests de bombe A et H ont eu lieu dans l'atmosphère, dont certains d'une puissance cent fois supérieure à la bombe d'Hiroshima. Cela bien souvent en dépit de vents contraires à l'éloignement de toute zone habitée, notamment en septembre 1966 pour satisfaire l'impatience de de Gaulle qui ne pouvait attendre des vents plus favorables. Des retombées ont été signalées partout : en Polynésie jusqu'aux Samoa et même jusqu'au Mexique et au Pérou.

Suite aux essais atmosphériques, les scientifiques de la très officielle mission Atkinson furent formels sur l'état du lagon de Mururoa : 20 kg au moins de plutonium s'y trouvaient dispersés, traces des tests dits de sécurité. Ces déchets furent regroupés dans un

Trois semaines plus tard, fin juillet 1979, une bombe se coince à 800 m de profondeur, à mi-hauteur du forage prévu ; impossible à récupérer, il fallut la faire exploser là. Résultat : l'onde de choc fut telle qu'un bloc de calcaire de 1 Km³ environ s'est détaché. En tombant au fond de l'océan, à plus de 4 000 m, il déclencha une vague énorme qui déferla sur l'atoll, blessant grièvement deux personnes...

Depuis, bien d'autres accidents ont eu lieu. Ce n'est pas pour rien que les militaires ont dû en venir à construire un mur circulaire de 4 m de haut et tous les 700 m des plates-formes sur pilotis permettant au personnel d'être hors d'atteinte pendant les explosions.

En plus de Mururoa et de Fangataufa, où ont eu lieu des essais, la contamination a atteint les atolls voisins de Tematangi, Vanavana et de Turela désormais interdits d'accès. Rien ne l'empêche de se propager plus loin, dans toute cette région du Pacifique Sud très fréquentée par les compagnies de pêche du monde entier. Le produit de leurs pêches, peut-être contaminé, est redistribué ensuite sans aucun contrôle approprié sur le marché international.



Cette coupe de l'atoll de Mururoa s'efforce de respecter les rapports réels de dimension et, de ce fait, nous en dit long, immédiatement, sur toutes les représentations qui placent les puits de forage,

depuis 1981, à la place du cratère du volcan (qu'ils oublient carrément de mentionner) afin de nous faire croire à une couche de basalte plus importante séparant les chambres d'explosion de l'eau de l'océan et du lagon, (en fait à moins de 1 km). C'est en fissurant et en ébouillant les parois sous-marines de l'ancien volcan, au sommet duquel l'atoll de Mururoa forme la partie émergée, que les explosions nucléaires souterraines provoquent un long effondrement de l'atoll. Qu'une bombe mal descendue explose, comme ce fut le cas le 25 juillet 1979, et c'est le raz-de-marée.

Des dangers pourtant bien réels

Faute de place, nous ne pouvons les citer tous ici. Notamment ceux des effets secondaires comme celui dû à l'échauffement des eaux lors des essais. Echauffement qui favorise la multiplication d'une étoile de mer qui se nourrit des récifs madréporiques, protection naturelle des atolls polynésiens contre les raz-de-marée.

Nous nous contenterons donc de rappeler quelques faits amplement reconnus et consignés même, à diverses époques, dans d'autres journaux ; mais bien sûr volontairement oubliés depuis lors.

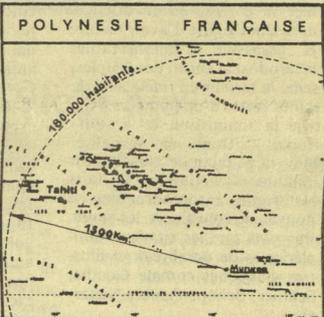
« L'atoll de Mururoa est aujourd'hui dans un état de moindre résistance géologique. L'anneau de corail a subi des effondrements, son plateau est tassé, et le cône basaltique est désormais truffé de trous comme un gruyère. Les explosions de 250 kilotonnes creusent des chambres plus grandes que des cathédrales (...) », lit-on encore dans *Géo*.

Depuis 1978, la bombe à neutrons y est également expérimentée. Selon des ingénieurs du Centre d'expérimentation du Pacifique (C.E.P.) eux-mêmes, les souffles des explosions envoient des ondes de choc au cœur de l'atoll, et le font couler de 2 cm à chaque explosion. En témoignent les deux mètres d'épais-

immense tas d'ordures de 30 000 M² situé dans le nord de l'atoll, selon les déclarations de trois ingénieurs du C.E.P. Pour le couvrir, on construit une route et une piste d'atterrissage. En mars 1981, une forte tempête a arraché la chape de bitume, disséminant à nouveau le plutonium. Une partie a été dispersée dans l'océan à des profondeurs de 4 000 m et n'a pu, de ce fait, être récupérée. Depuis, d'autres tempêtes ont eu lieu, causant des problèmes identiques. Fin octobre 1981, on reconnaissait qu'il y avait alors assez de déchets radioactifs stockés dans l'atoll pour remplir 200 000 cylindres de 200 litres.

Accidents et contamination

Si depuis 1975, les essais sont tous effectués dans le sous-sol de l'atoll, au fond de puits de 1 000 à 1 200 m de profondeur, les dangers n'en sont pas supprimés pour autant. Un exemple : début juillet 1979, suite à une explosion déclenchant un incendie, un homme est tué sur le coup, un autre meurt à l'hôpital et quatre autres sont transportés à Paris pour y être traités. Des travailleurs disent qu'ils ont dû récupérer tout le secteur contaminé pendant plus de deux semaines pour éliminer les traces de plutonium.



Autres exemples de falsification de l'information :
- Dans un rayon de 500 m, selon les journaux, il y aurait entre 1 500 à 2 300 personnes. Or, rien qu'à Mururoa même, il y a déjà 3 000 personnes en permanence.
- De même quand on nous dit que dans un rayon de 1 000 km il n'y a que 5 000 habitants, on oublie de nous dire que dans un rayon de 1 500 km il y en a par contre plus de 180 000 selon les derniers recensements officiels.

Pour en revenir aux seuls Tahitiens, terminons en rappelant que depuis 1966, l'hôpital civil de Papeete est désormais dirigé par des militaires et que plus aucune statistique de santé de la population locale n'a été publiée à Tahiti, comme cela se faisait auparavant.

Le contrôle que réclament les Polynésiens, c'est celui de vérifier par eux-mêmes le danger que représente le poisson qu'on leur interdit de pêcher dans le lagon de Mururoa. Leur contrôle est pourtant bien simple : ils réclament le droit légitime de faire consommer aux responsables du C.E.P. du poisson pêché par des Tahitiens dans le lagon de Mururoa, immédiatement après chaque test.

Il importe en effet de préciser que les Polynésiens, qui mangent du poisson environ deux fois par jour, ont tout lieu, quant à eux, de consommer un jour ou l'autre, de ce poisson contaminé que rien n'empêche de transiter à travers tout le Pacifique, l'atoll de Mururoa offrant de nombreuses passes sur l'océan.

(fin de la première partie)

JAD

ALLEMAGNE

La chasse aux hérétiques

CONNAISSEZ-VOUS le paragraphe 166 du code pénal de la R.F.A. ? J'en doute ! D'autant qu'il ne semble être qu'un reliquat poussiéreux d'une époque où on brûlait de prétendues sorcières : « (...) seront condamnées à une peine de prison allant jusqu'à trois ans les personnes qui blasphèment Dieu ». Ce petit paragraphe 166 est à nouveau d'actualité en Allemagne. Depuis environ un an et demi, une vague de procès contre des athées submerge la R.F.A. Ce n'est pas par hasard.

En octobre 1985, une jeune femme, Birgit Römermann, comparait devant le tribunal de Celle. Son délit : elle avait mis en vente sur le marché de Göttingen une brochure et des autocollants anticléricaux. Un des autocollants montre Jésus sur la croix, barré d'un trait rouge et de l'inscription : « *Le masochisme est guérissable !* » La brochure quant à elle démontre en résumé que l'Eglise est une des plus grandes organisations criminelles du monde.

Horreur ! l'accusée ne se montra pas du tout « repentie », au contraire : elle saisissait l'occasion pour transformer sa défense en un discours accusant l'Eglise d'avoir torturé et assassiné d'innombrables hétérodoxes, abruti des peuples, semé la terreur en fidèle allié de toutes sortes d'opresseurs, glorifié la soumission et la souffrance, diffamé la sexualité. Mais ni ce bilan de plus de cent millions de victimes ni les faits historiques incontournables ne pouvaient convaincre les juges. Pas plus que les citations anticléricales de nombreux et illustres classiques comme Goethe, Schiller, Schopenhauer, Nietzsche...

Birgit Römermann fut condamnée à vingt jours de prison ou à une forte caution, au choix. Elle doit, en plus, payer les frais du procès (plusieurs milliers de D.M.). Il lui est désormais interdit de vendre ses livres sur le marché. En outre, le procureur de la ville de Göttingen a porté plainte contre elle à cause de son discours anticlérical pendant l'audience. La procédure est en cours.

Ceci n'est pas un cas unique : à Fribourg, une plainte a été déposée contre quatre membres de la Bunte Liste Freiburg, à la suite d'un affichage lors de la première semaine anticléricale. A Bochum, un représentant du Comité pour la suppression du paragraphe 166 fut accusé à cause d'un tract. La police fouilla son appartement et celui de ses parents.

A l'époque de Noël, l'association anticléricale d'Aix-la-Chapelle avait mis en vente sur son stand devant l'université la brochure et les autocollants de Birgit Römermann, ainsi que son discours devant le tribunal de Celle. La police confisqua tout, une plainte fut déposée contre deux membres de l'association. Mais ce n'était décidément pas assez : une nouvelle plainte fut déposée contre quatre rédacteurs du journal des étudiants pour avoir... publié un article sur cette affaire.

A Heidelberg, deux rédacteurs du magazine *Communale* se sont retrouvés eux aussi accusés. Leur délit est d'avoir, dans un article, décrit une messe en observateur objectifs, donc non respectueux. Perquisitions dans la salle de rédaction et à l'imprimerie de Francfort... Dans la région de Dusseldorf et de Bonn, une série de plaintes basées sur le paragraphe 166 furent lancées contre des rédacteurs de plusieurs journaux lycéens.

On peut également se rappeler du procès contre le groupe de musique « Les trois tornados » en raison de leur morceau *Kripenspiel* (l'histoire de Noël vue de façon peu orthodoxe). Trois ans de procès qui se terminèrent tout de même par un acquittement. Mais de jeunes rédacteurs avaient osé reproduire le texte : ils furent exclus du lycée peu avant le baccalauréat.

D'autres exemples existent. Ainsi, à Munster, deux rédacteurs du journal local alternatif furent condamnés à 20 jours de prison (ou à 15 amendes journalières, au choix) pour avoir, dans un article sur le nouveau maire de la ville, appelé « fétiche » le crucifix qu'il avait à côté de lui. D'autres journalistes sont passés devant le tribunal pour avoir reproduit un texte anticlérical du XIX^e siècle (*Die Gottespest* de Johann Most, 1846-1906). Et ainsi de suite...

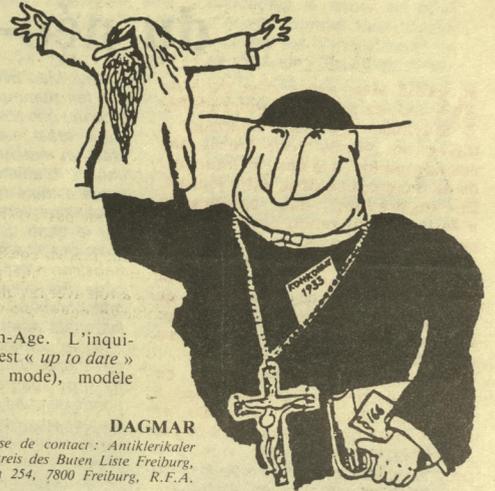
Des procès pour blasphèmes se sont déroulés à peu près partout en Allemagne comme une épidémie. Et nullement par la faute de quelques magistrats fanatiques ou séniles. La volonté d'étouffer l'opposition anticléricale est claire. On ne poursuit pas seulement, les exemples le montrent, les attaques contre l'Eglise et son idéologie, mais aussi l'information même.

Tous les dimanches, à la messe, de nombreux curés incitent le bon peuple à chasser le diable en s'attaquant aux livres, textes et affiches anticléricales. Ainsi fut démolie une partie du travail de la Bunte Liste Freiburg, un centre d'information et d'éducation très actif et qui publie régulièrement des informations sur les procès « paragraphe 166 » en cours, dans ses « *Ketzerbriefen* » (*Lettres hérétiques*).

Mais pourquoi une telle campagne actuellement ? Le plus important mouvement d'opposition, après la liquidation du puissant mouvement ouvrier par Hitler, était le mouvement des étudiants dans les années 70. Il n'existe plus aujourd'hui, détruit par un Etat de plus en plus policier : augmentation considérable (six fois plus) des effectifs de la police secrète et 15 000 « *berufsverbote* » (interdictions professionnelles). Le point final furent les morts de Stammheim, cette prison où les pistolets traversaient les murs et les morts nettoyaient eux-mêmes les traces de poudre sans que ces mystères n'entraînent beaucoup de contestations.

Le « lavage de cerveau » visant à supprimer toute critique de l'oppression politique et

sociale fut bien fait par la presse, l'école et l'université. Cette œuvre se poursuit par une attaque idéologique contre le noyau de toute opposition fondamentale : faire la lumière par la raison. Un feu d'artifice de néo-mysticisme et un brouillard de néo-obscurantisme proviennent sans cesse de tous les organes de l'idéologie étatique sur la population, avec comme but un abrutissement mystico-religieux selon le modèle américain. Même au milieu de la plus grande misère, de la plus grande injustice sociale, c'est ainsi qu'on veille sur la stabilité du régime et qu'on écarte toute résistance. Logiquement, le gouvernement s'efforce de refaire de l'Eglise cette forteresse idéologique inattaquable qui surveillera toute la vie sociale et privée comme au



Moyen-Age. L'inquisition est « *up to date* » (à la mode), modèle 1986.

DAGMAR

Adresse de contact : Antiklerikaler Arbeitskreis des Bunte Liste Freiburg, Postfach 254, 7800 Freiburg, R.F.A.

Reagan, Gorbatchev et le cinéma permanent

ON a malheureusement l'habitude de voir les dirigeants américains et soviétiques alterner les vœux pieux de désarmement et les reproches réciproques de soutien au terrorisme international. Il n'était donc pas surprenant outre mesure qu'après l'attaque américaine de la nuit du 14 au 15 avril contre la Libye, l'U.R.S.S. reporte la rencontre prévue entre Shultz et Chevardnaze, laquelle devait préparer la deuxième rencontre Reagan-Gorbatchev : telle est la logique habituelle des choses.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler ici brièvement les derniers événements des relations Est-Ouest. On peut remonter au 13 mars dernier où deux navires de guerre américains « *exerçaient un droit de passage innocent* » dans les eaux territoriales soviétiques. On peut appeler cela un test. Le 20 mars, les ministres des Affaires étrangères des pays membres du Pacte de Varsovie invitaient l'O.T.A.N. à « *parvenir à des accords qui prennent en considération les intérêts des deux parties et de tous les Etats sur une réduction radicale des armes nucléaires, leur liquida-*

tion future et la prévention de la course aux armements dans l'espace. »

Les ministres de la Défense de l'O.T.A.N. répondaient à cela le surlendemain en déclarant soutenir la position américaine dans les négociations de Genève, à savoir la poursuite du programme de l'I.D.S., c'est-à-dire la guerre des étoiles. Le même jour, les Etats-Unis procédaient à un essai nucléaire « *nécessaire à la préparation de l'I.D.S.* » alors que l'U.R.S.S. avait proclamé un moratoire unilatéral depuis le 8 août 1985. Il est évident que si l'on ne tient compte que de ça, l'U.R.S.S. a le beau rôle et Gorbatchev a beau jeu de persister à faire des propositions de désarmement.

Ainsi, après le premier affrontement dans le golfe de Syrte, le 25 mars, Gorbatchev proposait à Reagan un retrait des flottes américaines et soviétiques de la Méditerranée. Carrément ! En l'occurrence — comme bien souvent — la proposition ne fut pas acceptée, car jugée inacceptable. Il est exact qu'en fait le désarmement poserait des problèmes techniques complexes et même un « retrait régional n'est pas plus simple

et particulièrement dans un seul type d'arme vu les inégalités Est-Ouest aussi bien qualitatives que quantitatives.

Il va de soi que l'imprécision d'une proposition la rend inacceptable et que d'autre part son caractère inacceptable est une raison pour ne pas discuter la proposition afin de la préciser. Il apparaît au regard de quelques événements que les deux « grands » mettent une particulière mauvaise volonté dans la discussion sur le désarmement. Mais que de spectacle !

Le 29 mars dernier, Gorbatchev proposait à Reagan de réaliser le plus tôt possible leur deuxième rencontre. Le président américain répondait immédiatement par la négligence arguant qu'il attendait toujours une réponse à sa proposition du 14 concernant l'examen d'un système de détection pour vérifier les explosions souterraines.

A quoi rime tout ce cinéma ? Le 18 avril, Gorbatchev lançait encore un appel en faveur d'une réduction simultanée des armements. Même si les Etats-Unis n'ont effectivement pas été aussi offensifs depuis bien longtemps et que, face aux nouveaux faits d'armes américains l'U.R.S.S. n'a encore répondu que verbalement — d'ailleurs davantage dans des termes d'indignation et de colère que de menace —, il demeure qu'il n'y a aucun (espoir de) changement. Les conflits se multiplient et la course aux armements se poursuit. Et puis, répétons-le, les Etats-Unis comme l'U.R.S.S. ont intérêt politiquement et économiquement à ce qu'il n'y ait pas de désarmement car ce serait automatiquement la désintégration de leurs empires. Dans notre intérêt, ne comptons que sur nous !

LE FURET



ITALIE

Les difficultés de l'action dans le mouvement étudiant

A U cours des dernières années, nous avons assisté à un véritable désastre à l'intérieur du mouvement étudiant.

Ils sont loin les temps de 1968 avec le rôle d'entraînement que jouait la masse étudiante. Certes la mini-vague de ceux qu'on a appelé les « jeunes de 85 » a bien fait espérer quelques-uns (mais qui ?), mais comme elle est née elle est morte. Il est plus difficile de réussir à sensibiliser la masse des étudiants sur les problèmes de leur institution. Alors, que faire ?

Il y a deux solutions : soit on jette tout en l'air parce qu'on en est arrivé au point de dire « ça ne sert à rien », faisant comme beaucoup qui préfèrent « rester tranquilles » ; soit on peut chercher quelque méthode ou moyen qui risque d'attirer la masse étudiante sur des questions particulières, et là commentent les problèmes.

Je parle par l'expérience que j'ai eue dans mon institut. Une des causes de la faible mobilisation de la plus grande part des jeunes est due surtout à un manque d'information ; ainsi, très souvent, les discussions sur les problèmes se limitaient à un affrontement opposant les quatre types qui s'« intéressent à la politique », ce qui fait que si on n'est pas dans cet espèce de cercle qui vient à se former, on reste à l'écart de tout.

Pour combattre ce problème, j'ai créé dans mon institut un collectif de contre-information étudiante dans le but d'informer, et plus que tout de contre-informer sur les questions internes à travers un bulletin hebdomadaire ronéoté d'une seule feuille. Cela semblera peu de chose, et pourtant dans les faits il n'en est rien. Au bout de seulement cinq numéros de cette feuille nous avons réussi à attirer de nombreux étudiants et à leur donner connaissance des différents faits qui se produisaient jour après jour, plus ou moins à l'insu de la plupart d'entre eux.

Mais il y a encore un autre problème qui est le caractère « digeste » du bulletin. Très souvent tout ce qui est imprimé et qui n'est pas un livre ou la « Gazette des sports » n'est pas vraiment pris en considération, surtout si c'est quelque chose qui a à voir avec la politique. Ce problème, nous l'avons résolu à travers une manière d'écrire les articles qui puisse être de compréhension facile, et non sans une pointe d'ironie.

Ainsi, de semaine en semaine, nous avons toujours tapé juste ; les articles que nous avons publiés faisaient surtout rire à la première lecture, mais en les lisant avec plus d'attention on pouvait remarquer que, derrière le badinage, se cachaient presque toujours quelques piques sévères à l'adresse des différents membres de l'institut.

Cela a été pour nous une expérience assez positive parce que nous avons réussi à obtenir une mobilisation de la base étudiante en évitant que les seuls « spécialistes » aient en main toute la situation, monopolisant toutes les luttes de l'institut.

REL. INTERN.

Pour assurer l'indépendance du « Monde libertaire », souscrivez...

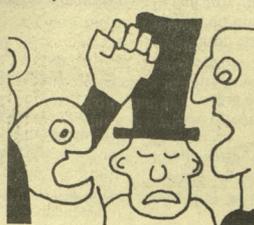
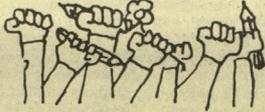
ESPAGNE

Expositions à Barcelone

Le centre de documentation historico-sociale de l'Athénée encyclopédique populaire de Barcelone nous annonce qu'une exposition a été mise sur pied sur le thème « L'anarchisme et la guerre civile, 1936-1939 ».

Cette exposition sera inaugurée le 16 juin et restera ouverte au public jusqu'au 20 juillet. Pendant la durée de l'exposition, deux conférences auront lieu chaque semaine sur des thèmes différents et concernant la période révolutionnaire de la guerre civile.

Relations internationales



PAYS-BAS

« Appelscha 86 »

LES rencontres d'Appelscha (à environ 20 km. de Assen) prennent désormais une tournure intéressante. Elles se dérouleront du jeudi soir 15 mai au lundi matin 19, toutes les facilités d'hébergement seront fournies par le camping Tot Vrijheidsbezinging dont le numéro de téléphone est le 05162.1878.

L'ordre du jour, dans ce qu'il a de provisoire, reste celui-ci. Les grands thèmes sont répartis sur les quatre jours. Le débat sur le syndicalisme aura lieu le vendredi, de même que celui portant sur « anarchisme et organisation ». Le samedi seront abordés « féminisme » et « antimilitarisme ». « Anarchie et écologie » aura lieu dimanche 18 mai, tandis que le gros du débat sur « Anarchisme et organisation » est réparti sur deux jours, à savoir dimanche et lundi 19.

D'autre part, des activités culturelles seront proposées (musique, théâtre...). Pour tout contact : I.A.B., P.B. 19230, 3501 D.E. Utrecht, Pays-Bas.

RELATIONS INTERNATIONALES

ALLEMAGNE

Qui est R. Szatkowski

ROGER SZATKOWSKI est arrivé à Berlin au cours de l'été 1985. Français, il maîtrise peu l'allemand. Participant à une manifestation de protestation contre la mort de Gunter Sare (cf. M.L. n°615), au cours de laquelle ont eu lieu de violents affrontements, Roger se fit arrêter. Il resta deux mois en détention préventive sans avoir de contacts avec l'extérieur. Ce ne fut qu'au mois de décembre, selon ses codé-

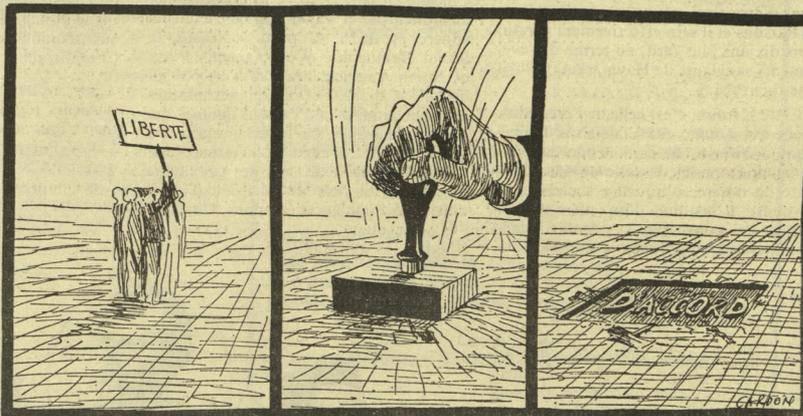
nus, que l'on s'est rendu compte de son maintien en détention préventive.

Il passa donc en procès le 19 décembre 1985, procès qui se déroula partiellement à huis clos. Sa défense fut insuffisante, peu efficace, puisque devant utiliser un traducteur pour ce faire ! Condamné à deux ans de prison ferme, il a fait appel et celui-ci avait lieu le 17 avril 1986.

Roger Szatkowski reste fort isolé. Ses conditions de déten-

tion sont pénibles (l'ignorance de la langue ajoutée à son anonymat les renforcent encore davantage). Roger perçoit son enfermement comme cohérent politiquement et ce traitement arbitraire et discriminatoire ne doit rien au hasard. Il veut que cela se sache. Pour rompre son isolement, écrivez lui, informez-le... Son adresse : Roger Szatkowski, 1 Berlin 21, Alt-Moabit 12 A, R.F.A.

Rel. Internationales



ETATS-UNIS

« Fifth Estate » a vingt ans

AVEC son n°322 du printemps 1986, la revue Fifth Estate fête ses 20 ans d'existence. Vingt ans consacrés à, dit le F.B.I., « soutenir la cause de la révolution où que ce soit ». Et le collectif de Détroit, qui édite Fifth Estate, assure qu'il s'est fait un plaisir de ne

pas contredire l'avis de la police politique américaine, que constitue le F.B.I.

Ce n°322 permet à deux groupes libertaires des Etats-Unis, Fifth Estate et Anti-Authoritarians Anonymow, de répondre à un questionnaire que le magazine anarchiste italien Rivista Anarchica leur a envoyé, en relation avec la publication d'un numéro spécial sur l'anarchisme en Amérique.

Deux questions étaient posées. La première : « A l'époque de Reagan, quels vous semblent être les domaines de conflits sociaux en Amérique du Nord, cela en partant d'une optique anarchiste ? ». La seconde : « A votre avis, quelles sont les différences sensibles entre le mouvement révolutionnaire des années 60 et le mouvement révolutionnaire des années 80 ? ».

Les réponses, tentatives de réponses, sont révélatrices de la rage qui anime encore les composantes du mouvement anarchiste américain. Quoi qu'il en soit, on ne peut que souhaiter à Fifth Estate vingt autres années aussi subversives que les précédentes.

REL. INTERN.

« Fifth Estate », P.O. Box 02548, Detroit, Michigan 48202, Etats-Unis.



ALLEMAGNE

Prisons... et association

BERLIN, une association de détenus et de non-détenus vient de se constituer afin de s'opposer à cette institution répressive qu'est la prison. Son action est davantage soutenue par des intentions politiques que par des raisons humanitaires, et elle conçoit sa tâche comme une lutte contre un pan du système. D'ailleurs, ce groupe ne fait pas de distinction entre prisonniers politiques et de droit commun car, à son avis, cette distinction sert à l'Etat pour diviser encore plus les détenus selon ses intérêts.

Le travail public s'effectuera sous la forme d'échanges d'informations entre « dedans » et « dehors », et par la coordination avec d'autres groupes similaires. Pour aider, juridiquement, les détenus et soutenir toutes les résistances au sein des prisons. Pour tout contact : Die Knastgruppe, Manteuffelstr. 99, 1 Berlin 36, R.F.A.

RELATIONS INTERNATIONALES

ANIMATION-DÉBAT

Aux origines du 1^{er}-Mai

DANS quelques jours, il y aura exactement cent ans que se produisaient les événements de Haymarket à Chicago qui conduiront à la condamnation à mort de sept militants anarchistes, animateurs et agitateurs du mouvement ouvrier dans cette ville.

« **L**e patronat veut vous voir pendus... » C'est en des termes sans ambiguïté que le policier en civil relâcha l'homme qui, durant plusieurs heures, vient d'être interrogé dans les locaux du commissariat, tandis que Chicago finit de vivre une nouvelle flambée de grèves et d'émeutes.

Nous sommes en 1877, l'homme qui vient d'être ainsi menacé s'appelle Albert R. Parsons et il sera effectivement pendu, mais dix ans plus tard, au terme des événements sanglants de Haymarket, à l'origine du 1^{er}-Mai.

Cette histoire, c'est celle de l'ère industrielle qui s'ouvre aux Etats-Unis d'Amérique, l'histoire de capitalisme en plein essor, triomphant, et celle de son corollaire de misère, d'injustice sociale et de révoltes. L'histoire d'un affrontement violent qui trouve dans la ville de Chicago de cette époque un cadre à sa mesure.

Chicago métropole industrielle

A partir de 1870, début du « boom » industriel, Chicago va très rapidement supplanter les vieilles métropoles que sont Saint-Louis et la Nouvelle-Orléans. Le chemin de fer, l'Illinois Central Railroad, d'abord concentré dès 1861 sur l'agglomération, puis rayonnant sur plus de cent miles, va lui permettre d'étendre bientôt son influence jusqu'aux rives du Pacifique.

Le développement, la formidable croissance industrielle de la ville attirent un nombre sans cesse plus important de gens en quête d'un travail ou d'une situation. De 298 000 habitants en 1870, la population passe à 503 000 habitants en 1880, pour atteindre plus d'un million d'habitants en 1890.

Population cosmopolite, largement influencée par les communautés immigrées, au premier desquelles figurent les travailleurs allemands, plus puissants même que les Anglo-saxons au sein du mouvement ouvrier de Chicago. Les autres groupes immigrants sont constitués par les Irlandais, les Scandinaves, les Bohèmes, les Italiens et les juifs russes et polonais. La population tchèque, à elle seule, représente 161 000 personnes en 1890.

Pour tous ces immigrants, le « rêve américain » se traduit bien souvent dans la réalité par des conditions d'existence qui avoisinent la misère, alliées à un ostracisme certain de la part des Anglo-saxons. Mais si, à cette époque, le mouvement syndical anglo-saxon est bien souvent faible, corporatiste et chauvin, parmi ces ouvriers venus d'Europe — une Europe avec laquelle ils entretiennent toujours des contacts —, nombreux sont ceux qui ont connu l'agitation ouvrière et politique. Leur influence, les conditions d'existence et d'exploitation vont conférer au mouvement ouvrier de Chicago ses caractéristiques radicales, qui feront trembler la bourgeoisie locale jusqu'à ce qu'en 1886, elle puisse anéantir la poignée de « meneurs » anarchistes qui était devenue sa bête noire.

Vers l'affrontement

La première crise grave que connaît Chicago se produit pendant la dépression de 1873 qui, si elle entame pas les profits, envoie au chômage plusieurs milliers de travailleurs, les transformant en sous-prolétaires constamment contrôlés et refoulés par la police qui garde les entrepôts pour éviter le pillage. Un hiver parti-

culièrement rude, et en décembre 1873 une foule immense défile en direction de la municipalité. Les tactiques classiques de suffiront cette fois-ci aux autorités. Cette année-là, le parti socialiste voit le nombre de ses adhérents passer de quatre cents à sept mille.

Parsons, ouvrier typographe, n'est pas un immigré, il vient du Texas et arrive à Chicago en janvier 1874. Intéressé immédiatement par la « question ouvrière », il adhère en 1876 au parti socialiste, le Social Democratic Workingmen's Party of North America. Mais ce n'est pas un homme d'appareil et ce sont ses qualités de propagandiste et d'orateur qui très vite le font remarquer. On le réclame partout. A Indianapolis, il est reçu, au terme d'une réunion de masse au sein des Chevaliers du travail, association ouvrière dont il aidera à l'implantation dans Chicago.

Aux élections du printemps 1877, il est candidat du Workingmen's Party dans un

La semaine prochaine, le *Monde libertaire* consacrera une page à l'histoire des 1^{er}-Mai, d'après le livre de M. Dommanget (actuellement en cours de réédition). Samedi 26 avril, à partir de 16 h, la librairie du *Monde libertaire* organise une rencontre-débat sur le

thème du 1^{er}-Mai.

L'article qui suit ne présente pas les événements de Haymarket, mais la situation qui en est le prélude : l'organisation du mouvement ouvrier et l'impulsion que lui donnèrent les militants anarchistes.

Montée et déclin du socialisme parlementaire

Les trois années qui vont suivre vont voir la montée du socialisme et la prolifération des institutions ouvrières. Parsons y joue un rôle essentiel, fondant en 1878 un centre de réunions intersyndicales, tout en assurant le secrétariat de la section (qui vient de se créer à Chicago) de la Ligue pour les huit heures et en assistant aux réunions de l'assemblée locale des Chevaliers du travail.

Sur le plan politique, après avoir été à plusieurs reprises candidat du Workingmen's Party (devenu en 1878 le Socialistic Labor Party), il se trouve très vite en désaccord avec celui-ci, rejoint la dissidence pour, en 1881, renoncer définitivement à l'activité politique.

Or, nous assistons là à une tendance qui se généralise. Diverses falsifications élec-

non rétribués, comité central formé par les délégués mais dont les décisions n'engagent que les « clubs » qui les ratifient. En 1883, au congrès de Pittsburgh, Chicago compte alors environ une vingtaine de ces associations. Parsons et cinq autres militants créent la même année la section américaine de l'I.W.P.A. qui s'intéresse à l'Angleterre et aux anarchistes de Lyon dont elle reçoit le journal *L'Alarme*.

En 1884, l'I.W.P.A. et Parsons lancent *The Alarm*. Cette montée du courant révolutionnaire incarnée par l'I.W.P.A. et les clubs impulsés par Schwab va se concrétiser par la dissidence au sein du mouvement syndical de Chicago, incarné par la Trade and Labor Assembly, refuge des socialistes « orthodoxes ». Le premier syndicat à quitter la centrale ouvrière est l'International Cigar Makers' Union, bientôt suivi du Furniture Workers' Union, du Carpenters' and Joiners' Union. Au même moment, se crée sur les principes de l'anarcho-syndicalisme le Metal Workers' Union qui, l'année suivante (1885) devient le Metal Workers' Federation Union.

Ce mouvement de cession aboutit à la création de Central Labor Union, rival de la Trade Assembly, et qui adopte en octobre 1884 une déclaration de principes proche des thèses anarchistes. Des militants comme Johann Most, Albert Parsons, mais aussi sa compagne Lucy (cousine) — qui avec Lizzie Swank-Holmes organisent sans relâche les femmes au travail — se démènent pour que le mouvement révolutionnaire, jusqu'alors limité aux travailleurs allemands, danois, bohèmes, etc., gagne désormais la classe ouvrière typiquement américaine.

En 1886, le Central Labor Union englobe vingt-deux syndicats de Chicago, dont les onze plus puissants. Pour sa part, la presse socialiste de la ville, *Die Fackel*, *Der Vorbote* et le quotidien *Arbeiter Zeitung*, est confié à la responsabilité de deux organisateurs du mouvement syndical allemand local, August Spies et Oscar Neebe. Ces journaux deviennent anarchistes et leur tirage augmente aussitôt. Mais un journal va cristalliser la tendance la plus dure, il est animé par Aldolph Fisher (né en Allemagne et typographe à l'*Arbeiter Zeitung*), George Engel (arrivé à Chicago en 1874 et qui travaille au *Vorbote*) et Louis Lingg (né à Mannheim, arrivé aux Etats-Unis pour éviter d'effectuer son service militaire, adhérent à l'International Carpenters' and Joiners' Union, délégué des menuisiers).

L'aboutissement à Haymarket

Ce journal, *Der Anarchist*, débute en janvier 1886. L'affrontement désormais inévitable va se produire en mai suivant, à l'occasion de la campagne nationale pour la journée de huit heures, et dans un climat particulièrement tendu à Chicago où depuis deux mois Mac Cormick II a expulsé ses 1 482 employés, les remplaçant par des « jaunes » protégés par les nerfs de l'agence Pinkertons.

Grèves, « look-out », meetings se succèdent jusqu'à l'ultime provocation de Haymarket qui permettra à la bourgeoisie et au patronat d'envoyer à la potence Albert R. Parsons, August Spies, Adolph Fischer et George Engel, alors que Michael Schwab et Samuel Fielden verront leur peine commuée à la perpétuité et que Louis Lingg mourra dans sa cellule, d'un cigare à la dynamite.

GÉRARD COSTE

Source : « Histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis (1826-1886) », de Ronald Creagh, édition La Pensée sauvage (en vente à la librairie du Monde libertaire).



En haut : August Spies, Albert R. Parsons, Louis Lingg.

Au centre : Adolph Fischer, George Engel.

En bas : Oscar Neebe, Samuel Fielden, Michael Schwab.

district ouvrier de la ville, où il recueille un sixième des suffrages. Et le 22 juillet, le *Daily News* de Chicago publie une nouvelle qui met le feu aux poudres : « *Pittsburgh est aux mains des grévistes* ». Dès le lendemain, le Workingmen's Party organise une manifestation de masse, dont l'aspect spectaculaire et l'organisation tranchent avec les manifestations de 1873. Albert Parsons, principal orateur, invite surtout à voter pour son parti, lequel propose la prise en main par l'Etat des moyens de production, de communication et d'échanges.

Indépendamment de cette manifestation et de ses organisateurs, la grève éclate et se répand comme une traînée de poudre avec son lot d'émeutes et de combats de rue. Puis vient la répression particulièrement féroce, orchestrée par la presse, laquelle décrit Parsons comme le « meneur de la Commune ».

torales, les querelles internes et certaines alliances passées par le parti, mais surtout le souvenir de 1877, de la force collective lors des violents combats de rue et de l'hystérie meurtrière de la presse et de la bourgeoisie, amènent à partir de 1881 un reflux du courant politique. Ce reflux, qui va fossiliser le parti à Chicago, crée un vide qui mettra deux ans seulement à se combler, mais sur des bases proches du syndicalisme révolutionnaire.

Emergence d'un mouvement révolutionnaire

Michael Schwab, un relieur allemand, va entreprendre un obscur travail de formation, s'adressant à de petits groupes comptant entre six et douze membres qui vont adopter des structures libertaires : indépendance de chaque cercle, responsables

« Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement »

UN nouveau numéro de *Ramassis d'infos* vient de sortir (1). Ce numéro 11-12 fait suite à la cinquième rencontre de la Coordination nationale anti-symbiose armée-éducation de septembre 1985.

Cette réunion a rassemblé des adhérents du S.G.E.N.-C.F.D.T., de l'Union pacifiste de France, du Mouvement des droits de l'homme, de la Libre Pensée, de la Fédération anarchiste et de la Confédération nationale du travail. Il avait été décidé que l'Association de recherche sur la militarisation de la société (A.R.M.S.) prendrait en charge le *Ramassis d'infos*, assurant ainsi la continuité du travail du Collectif d'objecteurs du Tarn (C.O.T.).

Après quatre années de luttes anti-symbiose, à l'heure où la militarisation de l'enseignement, inscrite dans une politique de militarisation de la

société dans son ensemble, se renforce, faisant l'objet d'un consensus quasi général, à un rythme toujours croissant (protocole armée-éducation, *Marseillaise* obligatoire dès le cours préparatoire, retour en force d'une certaine éducation civique, des idées et méthodes pédagogiques autoritaires), il semble important de lire ce numéro de bilan et de synthèse.

La première partie de cette brochure est consacrée à l'histoire des diverses tentatives de Jules Ferry à Chevènement — en passant par Pétain, Jau-

rés et le Centre d'information civique — pour militariser l'enseignement. De nombreux documents illustrent cette partie.

Les deux autres parties sont plus particulièrement consacrées, l'une aux applications de la symbiose (avec une multitude de coupures de presse), l'autre aux réactions envers celle-ci.

On l'aura compris, ce dossier est à lire par ceux qui sont préoccupés par le problème de la militarisation de l'enseignement. En cette période de militarisation accrue de notre société, cela est plus qu'indispensable car il est encore temps de faire reculer les projets de la Grande Muette et de l'Etat.

ERIC HEBERT
(Gr. de Rouen)

(1) Ce numéro est en vente à la librairie du Monde libertaire, 25 F (80 pp.) ou par correspondance à l'A.R.M.S., c/o Maison des associations Le Nil, route de Bordeaux, 16000 Angoulême.



« Saint-Just » « OEuvres complètes »

POURQUOI ? Comment ? On n'a jamais vraiment su ! Mais, parmi toutes les têtes d'affiches et autres premiers violons de la révolution française de 1789, Saint-Just a toujours occupé une place à part au hit parade de la popularité. Une place toute d'admiration ! De dévotion même !

Saint-Just, en effet, aujourd'hui encore, c'est Saint-Just le cœur pur, l'intègre, l'intransigeant, l'ange exterminateur des rois, des aristos et... des traîtres de la révolution. Quasiment un mythe, donc ! Un mythe qui, comme tout les mythes, s'est nourri de la difficulté d'aller aux sources de son être profond. Un mythe qu'il nous est enfin donné de pouvoir regarder au fond des yeux grâce à la publication de ses œuvres complètes (1). Et le spectacle est assez étonnant !

C'est ainsi notamment que l'on découvre à la lecture d'*Organt*, poème en vingt chants, que fin 1789 Saint-Just n'était encore que vaguement discourtois par rapport au roi et à la religion. De même, on est surpris de constater qu'en août 1790 le même Saint-Just est encore à écrire à Robespierre pour lui demander d'intervenir afin d'empêcher... le transfert du marché de Blérancourt à Coucy. Mieux, en 1791, notre futur théoricien de la terreur est toujours dans son *Esprit de la révolution et de la Constitution en France* à pantoufler en annonçant... du Montesquieu.

Comme on le voit à la lecture de ces œuvres complètes, le bonhomme Saint-Just se révèle être du genre prudent. Du genre qui réfléchit avant d'agir et qui ne prend le train de la révolution qu'en marche. Mais qui saute carrément du quai de la gare... dans la locomotive. Car en 1792, il est élu à la Convention où il est de ceux qui pensent et disent que le problème n'est

pas de juger le roi, mais de l'abattre. Puis il s'occupe des affaires militaires et, fin mai 1793, il se retrouve au Comité de Salut public. Là, dans son discours du 8 juillet à la Convention, il se déchaîne contre les girondins et, en 1794, il donne la pleine mesure de son « talent » en participant plus qu'activement à l'élimination des hébertistes et des indulgents. Mais ce sera là son chant du cygne car le 9 thermidor (juillet 1794), avec son « maître » Robespierre, il sera à son tour victime de la terreur qu'il avait mis en place. Dur !

Dur, mais tout à fait dans l'esprit du temps. Un temps où les choses et les hommes allaient vite. Très vite. Où les provinciaux encore crottés de pondération se trouvaient propulsés en deux temps trois mouvements aux avant-postes de la terreur. Où les petits bourgeois troquaient en un éclair leurs dents de lait pour les canines acérées de la révolution.

De la révolution bourgeoise, s'entend. Et là encore, ces œuvres complètes ne laissent planer aucune ambiguïté à ce propos. Saint-Just, comme les autres, est un défenseur acharné de la propriété privée, du libéralisme économique... Son discours du 26 février 1794, devant la Convention, le démontre amplement et Kropotkine ne s'y est pas trompé, lui, qui disait à son propos : « Ceux qui voulaient que la révolution marchât de l'avant étaient donc floués. Il ne restait de ce discours que des paroles. »

Certes, Saint-Just n'était pas un bourgeois comme les autres. C'était un bourgeois doctrinaire. Moraliste. Tranchant comme l'acier de la guillotine. Il suffit de lire *Fragments d'institutions républicaines*, le livre qu'il n'a pas eu le temps d'achever, pour s'en persuader. Pour lui, les enfants appartiennent tout entier à la République. A

leur mère jusqu'à 5 ans. Puis à la République jusqu'à la mort. De même les époux, qui n'ont pas d'enfants pendant les cinq premières années de leur union, doivent être séparés par la loi. Sévère ! Et ce n'est pas tout ! Pour lui, l'éducation des Français doit être militaire depuis 9 ans jusqu'à 16 ans. On voit le genre ! Du Chevènement avant l'heure !

Bref, à travers ce fantastique panorama des œuvres complètes de Saint-Just, on comprend mieux le personnage, la mythification dont il a été l'objet et le pourquoi de sa chute. (La révolution bourgeoise ne pouvait que se servir d'un doctrinaire comme Saint-Just et le rejeter une fois l'aristocratie et la royauté renvoyées au magasin des faire-valoir.) En ce sens, la lecture de ce livre nous fournit une occasion extraordinaire de voyager au pays de la démystification. Une occasion à saisir, à l'heure où les nouveaux Danton viennent de rouler le peuple de gauche dans la farine, et où les futurs Robespierre se préparent à prendre la relève d'un entre-parenthèses thermidorien.

J.-M. RAYNAUD

(1) « Saint-Just, œuvres complètes », éditions G. Lebovici, 300 F.

Programme de Radio-Libertaire

Jeu. 24 avril

« Blues en liberté » (10 à 12 h) : Otis Slann.
« Enlirez-vous » (15 h 30 à 17 h) : Marie-Françoise Hans est invitée.
« Emission spéciale » (22 h 30 à 3 h) : jazz au T.L.P. avec Patrice Caratini.

Vend. 25 avril

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : le point de vue des libertaires sur l'actualité et revue de presse.
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : histoires, contes et légendes de Chine et d'ailleurs...
« Jouisances » (12 h à 14 h) : Igor Théodorov, (rediffusion) de la musique aux échecs et autres.
« Sens interdit » (17 h à 18 h) : justice et psychiatrie avec M^e Christian Revoir.
« L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : cinquantenaire de la collection « Signe de piste ».

Samedi 26 avril

« Chroniques syndicales » (12 h à 14 h) : C.R.C., C.F.D.T.-Santé et P.T.T.-Région parisienne.
« De bouche à orverts » (15 h 30 à 17 h 30) : Jean Vasca, Gilles Elbaz et Robert Sirlas parleront de jazz, de percussion, du Burundi, haï-kaï japonais, poésie souffi et tout le reste...

Dimanche 27 avril

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : Claude Frey, ancien guitariste accompagnateur de Claude Besson.
« La fiancée de M. Spock » (16 h à 18 h 30) : panique sur la planète sauvage... la fiancée reçoit Roland Topor.

Lundi 28 avril

« Radio Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : un invité, Francisco Curto.

Copinage

TLP
DÉJAZET

Le « 20^e Art », 18, rue des Panoyaux, 75020 Paris (métro Ménéilmontant) présente :

- jeudi 24 avril, à 20 h 30, Louis Capart et Charles Bruno ;
- vendredi 25 avril, à 20 h 30, Louis Capart et Valérie Barrier ;
- samedi 26 avril, à 20 h 30, Louis Capart et Jean-Pierre Brétéché.

Entrées : 50 F (et 40 F avec la carte d'auditeur de Radio-Libertaire).



Le T.L.P.-Déjazet, 41, boulevard du Temple, 75003 Paris (métro République) reçoit quant à lui pour ses coups de cœur au « Printemps de Bourges » :

- mercredi 30 avril, à 18 h 30, Juliette ;
- mercredi 30 avril, à 20 h, Jean-Michel Piton (chante Dimey) ;
- mercredi 30 avril, à 21 h 30, Patricia Lai.

Places en vente à la librairie du Monde libertaire : 35 F (abonnés : 30 F) pour un spectacle, 65 F (abonnés : 55 F) pour deux spectacles aux choix et 90 F (abonnés : 75 F) pour les trois.

Les 2 et 3 mai, c'est Gilles Langoureau qui sera au T.L.P., à 20 h 30 (prix des places : 90 F). Et à partir du 6 mai, Henri Tachan.



Gilles Langoureau.

Nouveautés

Les Editions du Monde libertaire viennent de publier :

- « Souvenirs d'un anarchiste », de Maurice Joyeux (120 F) ;
- « Dictature et Révolution », de Luigi Fabbri (75 F).

Ces deux livres sont disponibles à la librairie du Monde libertaire. Les prochains ouvrages à paraître sont :

- « Textes chosis », de Camillo Berneri ;
- « De la pédagogie libertaire à l'éducation libertaire », de Jean-Marc Raynaud.

En souscrivant à un abonnement de 200 F, vous pouvez choisir trois titres parmi ces quatre parus ou à paraître. Pour un coût réduit, vous aidez les Editions du Monde libertaire à développer le nombre de ses titres.

Interview de Gunter Wallraff auteur de « Tête de Turc »

GUNTER WALLRAFF est un journaliste d'investigation. Pour faire son travail d'information, il lui semble nécessaire d'utiliser certaines méthodes hétérodoxes : il se glisse dans la peau d'un personnage (ouvrier, journaliste à scandale, indicateur...), puis fait son enquête de l'intérieur.

Son livre écrit, Wallraff organise l'agitation dès la parution. Il utilise tous les moyens (presse, réunions, meetings et procès) pour faire éclater le scandale. Ce sont des coups de boutoir qu'il donne aux responsables politiques et économiques. A chaque fois, il s'attaque à un aspect du système capitaliste (entreprises, presse à scandales, service de renseignements, police...).

— Le « Monde libertaire » : Gunter Wallraff, comment te définis-tu ? Comme un journaliste, un écrivain ou un militant ?

— Gunter Wallraff : Quand je vais à l'hôtel, j'inscris « auteur ». Je suis entre le journaliste et l'écrivain. Ce qui me touche personnellement, c'est la littérature. Mais c'est les lecteurs qui doivent trancher, ce n'est pas à moi de décider de cela.

Je suis content de voir que la critique littéraire ne considère pas ce que je fais comme de la littérature. Comme ça, je suis

idéologies figées. Aujourd'hui, je me situerai entre les forces progressistes des socialistes et la fraction des Verts issue du prolétariat, sans pour autant renier mon passé, évidemment.

— M.L. : Après cette présentation, venons-en à ton dernier livre. Au-delà de la dénonciation du racisme, avais-tu — comme on le ressent à la lecture du livre — la volonté de dénoncer le modèle allemand qui recouvre une société divisée reposant sur l'exploitation ?

— G.W. : Je trouve par principe toute forme de domination

diffamation augmentent sans cesse.

— M.L. : Les syndicats sont quasiment absents de ton livre, peux-tu nous parler de leur attitude envers les immigrés ?

— G.W. : Ils n'apparaissent pas car dans ma vie de Turc ils ne jouaient aucun rôle. On ne savait même pas quelle branche du syndicat unitaire était responsable de nous. Si l'un d'entre nous (les intérimaires) était syndiqué et que ça se savait, de toute façon il était viré sur le champ.

Quand j'ai eu fini mon livre, je me suis adressé à un haut responsable syndical, pour lui demander avant la publication s'il était d'accord pour que le syndicat sorte les premiers exemplaires : certains en turc, d'autres en allemand pour les clubs du livre du syndicat. Il m'a répondu que c'était hors de question, que ce n'était absolument pas un sujet pour eux. Il le regretterait, mais il a ajouté que les responsables syndicaux ne lui permettaient pas de rencontrer des responsables turcs de sections d'entreprises pour ne pas gêner les travaux du syndicat. Bien sûr, maintenant, avec le succès du livre, ils publient des tirages spéciaux et particuliers. Ils sont tout à fait étonnés... Les syndicats ne sont plus l'avant-garde de la classe ouvrière, mais l'arrière-garde de l'opinion publique bourgeoise !

Maintenant, le même responsable syndical vient me trouver pour me proposer la « Légion d'honneur » ! Je trouve cela complètement indécent de sa part ! J'ai refusé en disant que je ne voulais pas subir une telle honte ! Mais, à la base du syndicat, il y a un mouvement de solidarité et d'activités nouvelles. Et l'immigration est redevenue un sujet de mobilisation chez les syndicalistes.

— M.L. : Après ce succès (2 millions d'exemplaires vendus), quels vont être les effets à long terme de la publication de ton livre ?

— G.W. : Il y a eu des changements tout de suite. Par exemple, plus aucun intérimaire ne travaille 16 ou 24 heures parce qu'il y a maintenant des contrôles de la part des délégués syndicaux, mais également de la direction car ils sont obligés maintenant de respecter le droit du travail. Désormais, les ouvriers portent des masques à poussières, ce que je n'avais jamais eu lorsque je travaillais.

Avec le fonds d'aide juridique que je finance par mes

DENIS, PÉPÉ CARVALHO, CHRISTOPHE

droits d'auteur, on n'a pu imposer l'embauche définitive d'un bon nombre de gens à moitié clandestins ou sous-payés. Cela grâce à d'excellents avocats que le fonds met à la disposition des ouvriers concernés. Les jugements sont devenus beaucoup plus sévères. Depuis que le livre est sorti, les amendes ont quasiment été multipliées par dix. Les Verts, les syndicats et des fractions du S.P.D. (parti socialiste) ont demandé pour la première fois l'abolition totale de ce trafic d'hommes.

— M.L. : Tu as déclaré dans un ouvrage précédent que le journalisme pouvait être une arme dans la lutte des classes, que par tes écrits tu essayes de « conscientiser » les lecteurs. Peux-tu expliquer cette démarche ?

— G.W. : Je crois qu'il y a vraiment un potentiel de résistance qui est libéré, ne serait-ce que par la lecture de mes livres. Que quelqu'un d'apparemment plus faible arrive à combattre le plus fort par la ruse, quand les gens voient que ça peut réussir, cela montre une façon de s'en sortir, de se rebeller contre une situation donnée et des structures bien établies.

La hiérarchie traditionnelle est mise en cause, ridiculisée en fait. L'arrive à combattre tout

aurait une union d'individus qui, ensemble, s'attelleraient à la même tâche ? Qu'est-ce que ces gens seraient capables de réussir ? (...)

Le succès du livre va être, je l'espère, un début de carrière pour un certain nombre de personnes. Il faut continuer et c'est seulement lorsque beaucoup le feront que ce sera vraiment efficace (...). Si plus de gens faisaient la même chose que moi, on pourrait aboutir à une société plus ouverte, les préjugés tomberaient. Et si on allait plus loin, on aurait plus besoin de gens comme moi. Malheureusement, je ne connais aucune société où ce genre de travail soit superflu. Peut-être que cela n'arrivera jamais ?

— M.L. : As-tu quelques mots à ajouter pour tes lecteurs en France ?

— G.W. : Il faut appliquer ma méthode en France. Il faut aborder le problème des immigrés ici. La xénophobie en France a conduit à un nombre important de crimes racistes. Un raciste et un fasciste, ou semi-fasciste, comme Le Pen qui a 10% de la population derrière lui nous montre à quelle profondeur sont les racines de cette xénophobie en France. C'est inquiétant !

En France, il serait intéressant de travailler à l'intérieur de la police, en l'infiltrant, ou d'éplucher les journaux d'anciens combattants. Il y aurait certainement matière à travail. Il serait possible de travailler en tant que Français ou en se déguisant avec de vrais immigrés, pour découvrir ce qu'il y a sous la surface. Car j'ai bien l'impression que chez vous les Maghrébins sont l'équivalent des Turcs chez nous. La situation est peut-être pire ici on



Wallraff-Ali et un buveur de bière.

sûr que tout le monde sera obligé de parler vraiment du sujet que je traite. Par exemple, je reçois des lettres adressées à l'écrivain-ouvrier Gunter Wallraff, à Cologne. Que des ouvriers m'écrivent est pour moi un compliment. La critique des grands bourgeois, c'est quelque chose qui vient d'en haut et qui a tendance à minimiser et à rendre un jugement négatif sur mon travail.

Mon dernier livre est une sorte de littérature du monde ouvrier, qui a dépassé de loin toutes les ventes de la « grande » littérature. Cela montre comment la grande littérature néglige tout à fait le thème que je traite. C'est un appel à d'autres auteurs pour faire ce j'ai fait : sortir de leur monde idéal et des idées pour regarder de plus près la réalité.

— M.L. : Quel a été ton parcours politique, en quelques mots ?

— G.W. : Je viens du pacifisme chrétien. Je suis venu à des idées socialistes par le travail dans des entreprises. J'ai travaillé avec des communistes qui étaient les plus courageux et les plus décidés. Moi-même, je n'ai jamais fait partie d'un parti car j'ai toujours eu peur des

et de hiérarchie autoritaire et inhumaine. Pour moi, tous les hommes sont égaux, peu importe d'où ils viennent. La solidarité ne connaît pas de différence de nationalité. J'ai l'impression qu'on ne vit plus dans une société divisée en deux ou trois classes, mais qu'on s'achemine vers une société de 10, 100 ou 150 groupes différents, de mondes secrets qui vivent séparément sans savoir ce que l'autre fait, où la domination est tellement abstraite et tellement technique, entre autres grâce à l'ordinateur, qu'on ne se rend même plus compte de ce qui se passe.

En pénétrant dans certains groupes sociaux, je me suis aperçu qu'ils n'existaient plus dans la conscience des gens. J'arrive à les révéler. On découvre des pans entiers de la société restés vierges de toute découverte car personne ne se doutait qu'ils existaient. Ma démarche bouleverse complètement les structures établies, ce qui explique la haine que me portent les gouvernants. Je perturbe la structure hiérarchique de la société, donc les réactions que je suscite sont d'autant plus violentes : procès, campagnes de



Klaus Schuffels et Gunter Wallraff.

ça un petit peu. Et les personnalités importantes de la société sont montrées comme des cons, des idiots, des débiles. Ça leur fait beaucoup de dommage auprès du public. Et ça aide ceux qui sont brimés par une conscience de classe en veilleuse. Ça peut réveiller leur combativité. Si un individu, avec ses moyens, est capable d'avancer, de réaliser quelque chose de ce genre, quel pouvoir

même les jeunes Maghrébins de la deuxième génération, qui ont la nationalité française, sont malgré tout traités comme des sous-hommes.

Propos recueillis par
Christophe et Denis
Traduction : Klaus Schuffels

« Tête de Turc », Gunter Wallraff, traduit par A. Brossat et K. Schuffels, édition de La Découverte, 80 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

POUR ASSURER L'INDEPENDANCE DU « MONDE LIBERTAIRE », SOUSCRIVEZ...